

HUMANIS 

RAPPORT MORAL ET
D'ACTIVITE

Exercice 2007

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT

Chaque année, au printemps, on est amené à constater que les plantes mises en terre les saisons précédentes, grandissent, s'étoffent, se transforment et que l'on a assurément bien du mal à reconnaître les graines qui les ont fait naître. Pourtant, toutes, graines et plantes correspondent de la même espèce.

Cette image s'est imposée à moi lorsque j'ai repris l'ensemble des réalisations d'HUMANIS qui ont jalonné l'année 2007. Elles peuvent se résumer en quelques verbes traduisant chacun une forme différente d'action : Innover – Réunir et informer – Secourir – Produire et donner du travail.

HUMANIS a innové en s'engageant aux côtés d'un autre collectif, ASAH, dans la mise en place, au parc floral de Paris, du Salon des Solidarités, lequel a rassemblé plus de 200 exposants et attiré plus de 14 000 visiteurs.

A cette initiative réussie au niveau national s'en ajoute une autre au niveau européen, à savoir un cycle de 5 conférences universitaires franco-allemandes sur le thème de l'UNION EUROPEENNE et pays en développement, qui se sont tenues alternativement à Kehl et Strasbourg.

Innovation encore fut le lancement, soutenu par la Fondation Caisses d'Epargne pour la solidarité, d'HUMALOG, base de données sur internet permettant aux associations humanitaires de connaître les liens et services produits par les structures d'insertion et qui leur sont proposés. Un colloque s'est tenu à Strasbourg sur ce thème en fin d'année qui a fait se rencontrer 70 acteurs de l'insertion et de l'action humanitaire.

Comme les DNA l'ont écrit en titre d'un article paru en avril dernier « HUMANIS cherche à élargir son audience ». J'ajouterai simplement « ... et y parvient ».

Dans toutes ses manifestations, HUMANIS entend faciliter la rencontre entre les acteurs de la Solidarité internationale. Le collectif a continué à le faire en 2007, par la tenue du 7^{ème} forum HUMANI-TERRE et par l'organisation nouvelle, de journées d'échanges et d'informations sur les thèmes très concrets répondant aux questions que se posent la plupart des associations, telles que le financement public possible de leurs projets, l'envoi de matériel ou les règles d'une bonne communication.

Parallèlement, la bibliothèque de la Médiathèque a été enrichie d'un fonds documentaire mettant à la disposition de tous un ensemble de brochures et d'ouvrages traitant avec clarté des différents chapitres de l'action humanitaire. Quant à la médiathèque elle-même, 125 structures y ont maintenant accès et y ont envoyé leurs adhérents et salariés pour apprendre ou mieux utiliser l'outil informatique.

Sous le vocable « secourir » annoncé précédemment, je veux souligner le souci qu'a HUMANIS depuis sa création de ne pas rester indifférent aux souffrances endurées par les victimes des grandes catastrophes : chacune d'elle fait l'objet d'une mobilisation de tout le réseau et d'un regroupement des associations concernées ou volontaires pour gagner en efficacité et en rapidité.

Désormais professionnalisées, ses interventions en 2007, respectivement la 14^{ème} et la 15^{ème} ont été faites en faveur du Pérou et du Bangladesh, en même temps que s'est prolongée l'aide apportée à l'Indonésie et au Liban : chacun de ces pays a pu recevoir un conteneur de matériel, tandis que les fonds recueillis pour eux leur ont été transmis par nos partenaires communs et présents sur place.

Appliquant depuis sa création sa « recette » de base qui est « d'aider ici ... pour aider là-bas », c'est à dire à la fois un collectif d'associations œuvrant dans le champ de la solidarité

locale et internationale, et un chantier d'insertion pour des salariés en difficulté, HUMANIS a continué de produire et de faire travailler : ceci a été fait en 2007 notamment par le traitement et la réhabilitation de matériel informatique, que complète sur place un magasin de vente dont le développement s'est poursuivi conformément à nos prévisions les plus optimistes.

Si la gestion administrative de l'ensemble a dû, bien sur, s'adapter aux modifications législatives intervenues dans les dispositifs d'insertion, elle a bénéficié au quotidien des facilités apportées par le logiciel de traitement AGEPI, qu'HUMANIS a mis au point au cours des deux dernières années.

Au début de mon rapport, j'ai retenu l'image, qui me semble adaptée au développement 2007 du collectif HUMANIS, de la plante qui grandit et se transforme en s'épanouissant. Certes, mais qu'advient-il si la terre nourricière vient à manquer ou si le pot qui protège ses racines se brise ?

C'est précisément ce qui nous est arrivé le 31 décembre 2007 lorsque nous est parvenue la lettre recommandée initiée par Réseau Ferré de France d'avoir à quitter les locaux, dans lesquels nous sommes encore aujourd'hui, pour le 1^{er} Avril 2008.

Heureusement non pris au dépourvu car nous savions cette issue inéluctable, nous avons pris la précaution de réfléchir et de calculer pour élaborer la meilleure solution d'avenir. Elle consiste à acheter une nouvelle pépinière, ce qui constitue le programme, ô combien délicat et chargé, de l'année 2008.

Il en sera question lorsque nous traiterons les perspectives 2008 lors de notre assemblée générale. Pour l'heure je tire avec vous un trait au bas de ce rapport relatif à l'exercice 2007 et en cite à nouveau les mots-clés : rassembler et informer, innover, venir en aide, donner du travail par la production de biens et services.

Je vous remercie de votre attention.

Guy LOUYOT
Président

PLAN DU RAPPORT D'ACTIVITE 2007

Assemblée Générale du 26 avril 2008

RAPPORT MORAL du Président	1
Plan du rapport d'activité 2007	3
RAPPORT d'activité 2007.....	5
<i>I) Développement du réseau national et européen</i>	<i>6</i>
A) Activités au niveau national	6
1) Le programme « Insertion et pays en développement – Humalog »	6
a) Objectifs du programme	6
b) Calendrier de réalisation.....	7
2) Le Salon des Solidarités	10
a) Genèse	10
b) Montage du projet.....	10
c) Les partenaires	11
d) L'organisation interne d'HUMANIS	11
e) La participation de 10 associations membres.....	11
f) Bilan de la 1ère édition	12
g) Les défis à relever en 2008.....	13
3) Autres activités sur le plan national	13
a) Le RATPS : consolidation du réseau	13
b) Communication nationale sur le collectif	14
B) Activités au niveau européen :	14
1) Le cycle de 5 conférences franco-allemandes,	14
a) Deux conférences à Kehl et une conférence à Strasbourg	14
b) Bilan du cycle de conférences et perspectives	15
2) Le programme « Envoi de matériel et développement des pays du sud »	16
a) Un programme orienté sur l'expertise d'HUMANIS.....	16
b) Une réussite sur le plan des partenariats	16
c) Analyse de la réponse négative et des projets retenus	17
<i>II) Professionnalisation de la Cellule d'Urgence.....</i>	<i>18</i>
A) La poursuite de la mobilisation pour l'Indonésie, débutée en 2006.....	18
1) Historique et actions engagées	18
2) Envoi d'un conteneur de matériel médical.....	19
B) La poursuite de la mobilisation pour le Liban, débutée en 2006	19
1) Historique et actions engagées	19
2) Envoi d'un conteneur	20
3) Organisation d'une soirée libanaise	20
4) Approvisionnement en médicaments	20
C) La mobilisation pour le Pérou	21
1) Historique	21
2) Le Comité Solidarité Pérou	21

3) Les premiers évènements mobilisateurs	21
4) La semaine du Pérou	22
5) Le financement de médicaments	22
6) La préparation d'un conteneur.....	22
D) La mobilisation pour le Bangladesh	22
1) Historique	22
2) Envoi d'un conteneur de matériel médical.....	23
III) <i>L'animation du réseau et la plate-forme de services</i>	24
A) 7e Forum Humani-Terre : 14 et 15 avril 2007 à Strasbourg.....	24
1) Les débats	24
2) Les expositions.....	25
3) Les animations	25
B) Les rencontres thématiques.....	26
1) Le financement public des projets de solidarité internationale	26
2) La communication des associations	26
3) L'envoi de matériel	26
C) Les outils pour la professionnalisation des associations	27
1) Site internet	27
2) Annuaire de la Solidarité	27
3) Médiathèque et centre de documentation	27
4) Le guide logistique	28
5) Le journal d'informations	28
D) L'accompagnement des porteurs de projets	28
1) Aide au montage de projets	28
2) Cotations de conteneurs	28
E) Le Village du partage	29
F) Les nouveaux adhérents 2007	29
IV) <i>Le chantier d'insertion</i>	30
A) Renforcement des pôles de production.....	30
1) Modifications législatives dans les dispositifs d'insertion	30
2) Activité informatique.....	30
a) L'atelier	30
b) Le Magasin	31
c) Expertises MACIF.....	31
3) Activité logistique	32
4) Amélioration des circuits d'approvisionnement	32
5) Mise en place d'une gestion plus fine des donateurs	33
B) l'accompagnement socioprofessionnel et l'encadrement technique	33
1) Typologie du public.....	34
a) Statuts administratifs	34
b) Les problématiques sociales et professionnelles.....	34
c) Autres chiffres révélateurs	34
2) Résultats de l'exercice 2007	35
3) Modalités d'accompagnement et d'encadrement	35
a) A l'entrée et durant la période d'essai.....	36
b) Accompagnement durant le contrat.....	37
4) Plus-value apportée par l'utilisation du logiciel AGEPI	40
V) <i>Conclusion</i>	41

RAPPORT D'ACTIVITE 2007

Assemblée Générale du 26 avril 2008

Pour le deuxième exercice consécutif, l'année 2007 aura été particulièrement sensible dans la vie de l'association.

Outre le fait qu'il nous a fallu redoubler d'efforts pour être à même d'assumer les différentiels financiers de prise en charge sur les contrats aidés, l'année écoulée fut aussi celle d'un développement important au niveau national.

Ainsi et pour la première fois, nous avons été amenés à nous engager dans la co-organisation d'un salon de dimension nationale, ceci afin de mettre en place un lieu de rencontres et d'échanges entre le public et les plus grandes O.N.G. françaises.

Dans le même état d'esprit et grâce à un généreux soutien de la Fondation Caisse d'Epargne pour la Solidarité, nous avons pu renforcer notre réseau national et européen par l'essaimage des outils pédagogiques et méthodologiques développés au sein de notre collectif et qui jusque-là, n'avaient que très peu été transposés au-delà de la dimension régionale.

Les différents axes de travail ont été :

- **Le développement du réseau national et européen**, par la co-organisation du premier salon des solidarités à Paris au parc floral, mais aussi par la démultiplication du logiciel AGePI et la mise en place de la base de données HUMALOG.
- **La professionnalisation de la Cellule d'Urgence**, au sein de laquelle le choix de la création d'un poste de permanent a été fait, ce qui a permis une mobilisation sans précédent à l'occasion des récentes catastrophes humanitaires.
- **L'animation du réseau et la plate-forme de services**, où l'enjeu principal résidait dans le fait de continuer la consolidation des actions locales et régionales, de sorte que le renforcement de nos activités au niveau national ne nuise en aucun cas au développement du réseau historique.
- **La consolidation du chantier d'insertion**, de sorte à continuer notre effort de diversification de l'activité informatique, en particulier pour ce qui est du magasin.

I) Développement du réseau national et européen

L'année 2007 a vu la transformation du « pôle développement » en un « pôle national et européen ». Outre le changement d'intitulé, c'est bien certaines fonctions du pôle qui ont évolué. En partant d'une logique de « laboratoire d'idées innovantes » au cours de l'exercice 2006, ce pôle est devenu gestionnaire de nouveaux projets et programmes qui ont contribué au renforcement de l'envergure nationale et européenne du collectif.

Activités au niveau national :

- Le programme « Insertion et pays en développement – Humalog », financé par la Fondation Caisses d'Épargne pour la solidarité et la Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale (D.I.I.E.S.E.S.) : une base de données en ligne et un colloque visant à renforcer les liens entre les acteurs de l'insertion et ceux de la solidarité internationale.
- Le Salon des Solidarités, organisé en partenariat avec le collectif associatif ASAH en juin 2007 à Paris : un salon national qui a réuni plus de 200 exposants et près de 15000 visiteurs venus de toute la France.

Activités au niveau européen :

- Le cycle de 5 conférences franco-allemandes, organisé en partenariat avec l'ITI-RI (Université Marc Bloch) et l'École d'administration de Kehl, s'est clôturé en avril 2007. Ce cycle a permis de rassembler plus de 50 étudiants, enseignants, responsables associatifs et fonctionnaires des collectivités et institutions européennes sur chacune des conférences et d'aborder des thématiques centrales en matière d'aide au développement au niveau européen.
- Le programme « Envoi de matériel et développement des pays du sud » a été présenté par HUMANIS à la Commission Européenne dans le cadre de l'appel à proposition « Actions de sensibilisation de l'opinion publique européenne aux questions de développement ».

Ces projets ont été menés à bien grâce au renforcement de l'équipe, avec l'embauche de deux salariées en contrat aidé et l'appui successif de cinq stagiaires des universités de Strasbourg (ITI-RI, IEP), d'Illkirch (IUT Info-com) et de Mulhouse (UHA).

En fin d'année, avec l'agrandissement des équipes administratives, un redécoupage a été effectué au sein des pôles. Les salariés chargés de la gestion donateurs ont été placés sous l'autorité du pôle international et le pôle national et européen a ainsi pu accueillir 3 nouveaux salariés et un stagiaire.

Ainsi, le pôle national et européen comporte désormais 6 personnes: une équipe de 2 personnes affectées au salon des solidarités, 3 personnes chargées du programme Humalog, ainsi qu'une assistante administrative.

A) Activités au niveau national

1) Le programme « Insertion et pays en développement – Humalog »

a) Objectifs du programme

Généreusement financé par la Fondation Caisses d'Épargne et par la Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale (DIIESES), le programme Insertion et Pays en développement a démarré au début de

l'année 2007 et a pour objectifs la création d'un réseau national des structures d'insertion spécialisées dans le recyclage et la réhabilitation de matériel d'occasion afin :

- que ces acteurs soient mieux identifiés par leurs clients (notamment les associations de solidarité internationale) et écoulent plus facilement leur stock de matériel réhabilité, permettant ainsi le développement des débouchés de ces structures d'insertion.
- que ces acteurs partagent leur expérience et mutualisent leur savoir-faire dans le but de réaliser des économies d'échelle, gagnant ainsi en efficacité, ce qui permettra le développement des savoir-faire de ces structures grâce à la mutualisation et aux échanges.
- que ces acteurs soient mieux informés sur l'environnement dans lequel se situe leur activité et sur les règles à respecter (normes internationales d'exportation du matériel d'occasion vers les pays du sud, fonctionnement et attentes des associations de solidarité internationale), ce qui conduira tout naturellement à la démultiplication des bonnes pratiques, ainsi qu'à la professionnalisation de ce secteur d'activité.

b) Calendrier de réalisation

Recensement des structures d'insertion en France (novembre 2006 – avril 2007) :

Entre janvier et juin 2006, un premier travail de recensement sur la moitié Nord de la France avait été effectué par l'équipe d'HUMANIS et avait permis de rassembler les coordonnées de 795 chantiers d'insertion.

Entre novembre 2006 et avril 2007 : le travail de recensement a été élargi à l'ensemble des structures d'insertion (Ateliers et chantiers d'insertion, Entreprises d'Insertion, Associations Intermédiaires, Entreprises par le Travail Temporaire d'Insertion) et à l'ensemble du territoire français.

Après un travail de plus de 6 mois au contact des Directions Départementales du Travail de la France entière et de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (F.N.A.R.S.), nous avons élaboré une base de données de près de 3000 coordonnées de structures d'insertion présentes dans 78 départements.

Présentation du programme par une circulaire nationale et des relances téléphoniques (avril 2007 – décembre 2007) :

Un courrier de présentation du programme et un questionnaire permettant aux structures de manifester leur souhait d'apparaître dans l'annuaire national en ligne et de participer aux rencontres prévues par le programme, ont été envoyés à l'ensemble de ces structures d'insertion le 24 avril 2007.

Des relances téléphoniques ont suivi entre mai et novembre 2007, permettant une prise de contact directe avec près de 500 structures d'insertion en France.

Au total, plus de 300 d'entre elles ont manifesté leur intérêt pour le programme : 111 ont anticipé une commande de la nouvelle version du logiciel AGEPI (disponible à la fin du premier semestre 2008), 60 structures ont transmis les informations sur leur offre pour apparaître dans la base de données Humalog, 10 d'entre elles se sont déplacées au Salon des Solidarités à Paris et 25 structures ont participé au colloque national Humalog organisé à Strasbourg en novembre 2007 (voir ci-dessous).

Mise en place de la base de données en ligne Humalog (mars – novembre 2007) :

En mars 2007, un développeur et une graphiste ont débuté la création de la base de données en ligne Humalog, accessible depuis le site d'HUMANIS : le site vise à faciliter la mise en lien de l'offre et de la demande au niveau national afin que l'Insertion réponde de plus en plus aux besoins des projets collectifs et particuliers.

La communication sur cette base de données en ligne unique en France a été développée au cours de deux évènements nationaux :

- par le biais d'un stand au sein du Salon des Solidarités qui a attiré près de 15 000 visiteurs et rassemblé 200 exposants venus de toute la France : ce stand a permis de présenter au grand public comme aux professionnels de la solidarité locale et internationale l'intérêt de se fournir en matériel ou en services au sein des structures d'insertion.
- par le biais d'une présentation du site aux 55 participants du colloque Humalog : organisée en séance plénière, cette présentation de l'outil a permis de sensibiliser des dirigeants de structures d'insertion et d'ONG venus de toute la France.

Mise à jour et diffusion du Guide Logistique 2007 (avril – décembre 2007) :

A partir du Guide Logistique de 2005, un travail de mise à jour et d'enrichissement du contenu a été effectué par deux personnes entre mi-avril et fin mai.

L'objectif était la mise à jour des informations logistiques et douanières et la rédaction d'une partie visant à la sensibilisation des associations de solidarité internationale sur la pertinence de s'approvisionner en matériel dans les structures d'insertion.

Ces deux personnes ont également sollicité plusieurs agences de communication pour la réalisation d'un travail graphique qui rendrait le guide à la fois accessible et agréable à consulter.

Une fois le travail rédactionnel et graphique achevé, le nouveau Guide a été imprimé à 1000 exemplaires. Sa diffusion auprès des acteurs de l'insertion et de la solidarité internationale s'est faite à partir du mois de juin 2007 par 3 moyens :

- Lors d'évènements comme le Salon des Solidarités (salon national à Paris).
- Par l'intermédiaire de l'animation du réseau, lors des rendez-vous pris avec les associations et acteurs de l'économie sociale qui sollicitent régulièrement les conseils méthodologiques de notre collectif.
- Par l'envoi postal aux chargés d'animation de réseau de l'économie sociale et solidaire et de la solidarité internationale des autres grands réseaux nationaux avec lesquels nous travaillons en partenariat depuis plusieurs années.

Colloque Humalog à Strasbourg (23 novembre 2007) :

Le colloque « HUMALOG : L'insertion au service de l'humanitaire » a été organisé le vendredi 23 novembre 2007 au centre Cap Europe, à Strasbourg. Plus de 100 réseaux régionaux français de la solidarité internationale et de l'économie sociale et solidaire, ainsi que les 3000 structures d'insertion répertoriées par HUMANIS, ont été conviés à cette journée d'échanges entre professionnels.

Le contexte social en France (grèves massives de la SNCF et de la RATP) a eu un impact sérieux sur le nombre de participants au colloque : en effet, sur les 80 personnes inscrites,

25 ont annulé leur venue à quelques jours du colloque étant donné les difficultés à se déplacer sur l'ensemble du territoire français.

Malgré ces désistements, le colloque a rempli les attentes de l'ensemble des 55 participants : le sondage réalisé en fin de journée révèle qu'ils étaient satisfaits (45%), voire très satisfaits (55%), de son déroulement.

En outre, les réponses des participants ont confirmé que cette rencontre nationale entre ONG et structures d'insertion répondait bien à un besoin : les participants ont indiqué que la 1^{ère} de leurs attentes en venant au colloque Humalog était de pouvoir « partager les expériences ».

Grâce à la qualité des intervenants et des installations du Centre Cap Europe (qui regroupe en un même lieu salles de réunion, hébergement et restauration) et à l'ambiance conviviale qui y régnait, les échanges entre ONG et SIAE se sont révélés extrêmement fructueux.

Cette journée a permis de faire émerger des pistes de développement, tout en soulignant les expériences réussies et les bonnes pratiques à encourager en matière de lien entre solidarité locale et solidarité internationale.

Mise à jour du logiciel Agepi et communication sur l'outil (avril – décembre 2007) :

Dans le cadre du deuxième volet du programme financé par la Fondation Caisses d'Épargne pour la Solidarité, nous nous sommes attelés à l'adaptation du logiciel AGEPI, ceci d'une part au nouveau cadre réglementaire, tout en cherchant à répondre le plus finement possible aux nouveaux besoins des entreprises d'insertion.

Ce programme, prévu initialement pour rentrer dans un appel à projets européen 2006 – 2008, a finalement été mutualisé avec le programme « Insertion et Pays en Développement » prévu en 2007.

En effet, il nous paraissait plus pertinent de profiter du contact avec les 3000 structures d'insertion françaises qui allait avoir lieu dès le mois d'avril 2007, pour repérer celles qui seraient intéressées en général par le programme dans sa globalité, mais spécifiquement motivées par l'acquisition de la version 2008 du logiciel AGEPI.

Outre cette première phase de communication qui a été réalisée en premier lieu par une circulaire « papier » et qui a été suivie par des relances téléphoniques entre mai et décembre, le travail technique avec notre partenaire historique AIRIUM a démarré au cours du dernier trimestre 2007.

Ce travail s'étendra sur le premier semestre 2008 afin de proposer un outil adapté aux nouvelles contraintes en matière de finesse du travail d'accompagnement social et professionnel, tout en répondant aux exigences croissantes en matière de gestion budgétaire et comptable.

Ainsi, le travail entamé se décompose en six étapes :

- enquête auprès des structures et des réseaux
- étude des besoins techniques et pratiques
- ingénierie de modélisation
- transposition des nouveaux modules dans l'architecture du logiciel AGEPI
- programmation
- tests et débogage.

2) Le Salon des Solidarités

a) Genèse

En mai 2006, HUMANIS participe au Salon de l'Humanitaire, organisé par le Parc des Expositions de Pontoise et animé par le collectif d'associations humanitaires ASAH (Association au service de l'Humanitaire). Outre la tenue d'un stand avec le réseau RATPS, HUMANIS met en place et anime l'Espace Eveil à la Solidarité, destiné aux 3 à 12 ans.

Cette collaboration au niveau des animations permet aux deux équipes des collectifs ASAH et HUMANIS de faire connaissance et de constater leur vision commune des objectifs et valeurs qui animent l'évènementiel au service des ONG.

L'expérience d'HUMANIS sur les 6 éditions du Forum Humani-terre et l'expérience d'ASAH sur les 2 éditions du Salon de l'Humanitaire permettent d'identifier les points forts de ce type de manifestation ainsi que leurs limites et les défis à relever.

Par ailleurs, nos deux collectifs avaient une vision commune quant à la nécessité de la mise en place d'un grand salon national organisé en plein cœur de Paris, ayant vocation à rassembler les acteurs de la solidarité internationale française.

C'est ainsi, après bien des délibérations en conseil d'administration et en bureau, que notre association décide de s'engager dans cette formidable aventure, tout en ayant conscience du défi majeur que cela représente, mais aussi avec la détermination de mettre tous ses moyens en œuvre pour y arriver.

b) Montage du projet

Après une étude comparative des différents sites, notre choix s'est arrêté sur le Parc Floral de Paris : ce lieu est en effet à la fois facile d'accès (sur le réseau du métro), parfaitement équipé et doté d'une équipe technique très disponible. De plus, l'objectif étant de faire de ce « Salon des Solidarités » un lieu propice aux échanges, le cadre naturel du parc floral s'y prête particulièrement.

L'objectif de ce salon est double : il vise d'une part, la sensibilisation et l'information du grand public et d'autre part, la rencontre entre professionnels du secteur de la solidarité internationale. Il nous tenait également à cœur de valoriser le lien entre solidarité locale (insertion) et internationale. L'intitulé de la manifestation reflète ce lien par le pluriel choisi pour le mot « solidarités ».

Les dates sont rapidement arrêtées aux 22, 23 et 24 juin 2007, étant donné l'agenda chargé du Parc Floral et la volonté des organisateurs de placer le salon sur une période plutôt calme de la vie associative afin de faciliter la participation des responsables associatifs.

Le contenu de l'évènement est une fusion des contenus des expériences passées d'HUMANIS et d'ASAH : le Forum Humani-Terre apporte certaines animations qui ont fait leurs preuves (espace enfants, cuisine du monde pour la restauration du midi, prix du public) et il en va de même pour celles du Salon de l'Humanitaire (espace recrutement, espace web, espace projection).

Le but est de permettre aux exposants de sortir de leur stand pour présenter leurs activités en prenant la parole, en animant des espaces pour les enfants, en projetant des documentaires, sensibilisant ainsi le visiteur par divers supports et moyens.

c) Les partenaires

De février à mai, le projet du salon est présenté à différents interlocuteurs afin d'obtenir des soutiens financiers, des relais de communication et des appuis techniques.

En ce qui concerne le financement de la manifestation, le Ministère des Affaires Etrangères (Mission d'Appui à l'Action Internationale des ONG – MAAIONG) et la Région Ile de France acceptent de soutenir financièrement le salon.

Malheureusement, la Ville de Paris n'a pas donné suite à la demande de financement en 2007, ceci au regard du fait que les demandes de financement pour l'année 2007 sont traitées et clôturées au cours du dernier trimestre 2006.

En ce qui concerne les partenaires privés, le projet obtient le soutien du groupe Caisses d'Epargne ainsi que de la Fondation de la 2^e chance et la Fondation Georges Hourdin.

De nombreux partenaires ont permis la concrétisation de ce projet grâce à leur expertise et leur soutien tant sur le plan médiatique que technique :

- Partenaires Médias : France Bleu, La Vie, Radio Ethic, Altermondes, Neosapiens, L'Avisé, Alternatives Economiques.
- Partenaires techniques : Symaps, CFSI, RITIMO, Dyade Art et Développement, Envie d'Agir, Pompier Urgence Internationale, Bioforce.

Le partenariat avec l'hebdomadaire La Vie permet au salon d'intégrer une autre manifestation en son sein : Les Rencontres de l'Humanitaire, organisées par La Vie depuis 5 ans à la Maison de la Radio à Paris, s'associent au salon afin d'acquérir un public plus large et moins spécialisé.

De ce fait, la mise en place des espaces Conférences et Tables-Rondes du salon a essentiellement été prise en charge par l'équipe de La Vie : ce partenariat a permis d'accueillir des intervenants de haut niveau et a assuré une grande qualité aux débats qui se sont tenus durant les 3 jours du salon.

d) L'organisation interne d'HUMANIS

La répartition des tâches entre HUMANIS et ASAH durant les 5 mois de préparation du Salon des Solidarités a cherché à équilibrer les charges de travail et à tenir compte des savoir-faire de chacun des deux collectifs.

Ainsi, ASAH a pris en charge la communication (en lien avec une attachée de presse déjà présente sur le Salon de l'Humanitaire), la gestion du site internet du salon (webmaître à ASAH) et la mise en place des animations adultes.

L'équipe d'HUMANIS était chargée des relations avec les exposants (prospection, inscription, facturation, suivi), de la mise en place des animations jeunesse (espace éveil et accueil des classes) et du recrutement des bénévoles pour les 3 jours du salon.

Entre mars et juin 2007, une équipe de 4 salariés, assistée par 3 stagiaires a travaillé sous la coordination du responsable du pôle national et européen pour mener à bien ces missions.

e) La participation de 10 associations membres

Afin de permettre aux associations membres du collectif de participer au Salon des Solidarités et ainsi, d'élargir leur réseau de partenaires au niveau national, HUMANIS a sollicité les collectivités pour un appui financier permettant de couvrir leur frais de location de stands.

Seule la Ville de Strasbourg a répondu favorablement à cet appel, participant ainsi à la location des 10 stands qui ont ainsi été gracieusement mis à la disposition de ses associations membres.

Un partenariat avec la SNCF dans le cadre du lancement du TGV Est a également facilité la prise en charge par HUMANIS du déplacement des équipes vers Paris.

Au total, 6 associations bas-rhinoises et 4 associations haut-rhinoises ont tenu un stand au Salon des Solidarités 2007 et participé aux espaces d'animation jeunesse et aux tables-rondes. Il s'agissait de : Maria H'ma, Fondation Schweitzer, CIDH, Vidyalaya, Oikocredit, Zazakely, SOS Paludisme, E-changeons le Monde, AMPSA et Terre des Hommes 68.

f) Bilan de la 1ère édition

Les délais très courts pour la réalisation d'un évènement de ce type (5 mois là où il faut au moins un an, surtout pour une première édition) ont représenté le principal défi du Salon des Solidarités 2007. Outre ce manque de temps, les organisateurs ont dû faire face à des ressources financières, techniques et humaines relativement limitées.

Malgré ces difficultés, les nombreux partenaires du salon et l'esprit d'initiative des organisateurs ont permis d'optimiser les ressources disponibles et de trouver des solutions innovantes. Bien que l'équilibre financier n'ait pas été totalement atteint, le Salon des Solidarités a prouvé à ses financeurs comme au grand public, mais aussi aux médias et aux professionnels du secteur qu'il est à la hauteur d'une manifestation nationale :

14 341 personnes ont visité le Salon entre le 22 et le 24 juin 2007. Plus de 60% des visiteurs sont originaires d'Ile-de-France mais 16% ont fait le déplacement depuis d'autres régions. Près de la moitié des visiteurs a moins de 30 ans, ce qui souligne l'engouement des jeunes pour le milieu de la solidarité internationale.

Ainsi, le sondage de satisfaction effectué sur un échantillon de 448 visiteurs révèle que le salon a rempli leurs attentes en matière d'information et de possibilités de rencontre.

204 exposants étaient répartis sur 175 stands. Parmi les structures représentées, on retrouve 165 associations actives sur le terrain ou dans l'appui aux projets.

Le salon a également permis de mettre en valeur les actions de soutien financier ou d'appui technique menées par 25 entreprises, 3 collectivités, 2 ministères (Ministère des Affaires Etrangères et Ministère de la Jeunesse et des Sports), 4 fondations, 1 GIP et 3 institutions internationales (Commission Européenne, Banque Mondiale et Programme Alimentaire Mondial).

La présence d'acteurs de la solidarité internationale basés en province est significative du caractère national de ce salon : 27 départements (hors ceux d'Ile de France) y sont représentés, avec une représentation plus importante pour 4 d'entre eux (le Rhône, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Drôme).

En termes d'impact médiatique, la campagne de communication a largement été réussie compte tenu des moyens financiers disponibles : 174 articles parus dans la presse écrite, 800 affiches dans Paris, 880 sites internet annonçant l'évènement...

Il est vrai que la venue de Rama YADE (qui faisait là sa première sortie officielle après sa nomination), Secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, a énormément contribué à cet impact médiatique.

g) Les défis à relever en 2008

La seconde édition du Salon des Solidarités est prévue les 6, 7 et 8 juin 2008 au Parc Floral de Paris. Les objectifs fixés sont d'atteindre le nombre de 250 exposants et de 20 000 visiteurs. Le principal défi consiste à trouver des sources de financement complémentaires par rapport aux subventions publiques car, même si la Ville de Paris annonce son soutien pour l'édition 2008, l'équilibre financier de la manifestation reste précaire.

3) Autres activités sur le plan national

a) Le RATPS : consolidation du réseau

Outre la tenue d'un stand commun au Salon des Solidarités, l'année 2007 a été marquée par 2 réunions du réseau. La première a eu lieu en mai à Lyon (Locaux de Bioport) et la deuxième en décembre aux Houches (Locaux d'Humatem).

Ces deux réunions ont permis une véritable réflexion sur la vocation du réseau. De plus, ils ont permis de faire un état des lieux et de décider de l'avenir du réseau.

Avancées depuis 2005

- Organisation d'une à deux réunions par an
- Un référent identifié par structure membre
- Une plaquette de présentation commune
- Une page internet de présentation du réseau sur le site d'Humatem
- Utilisation des guides méthodologiques créés par les structures membres
- Stand commun au Salon des Solidarités
- Partenariat autour du projet présenté par HUMANIS à la Commission Européenne

Limites du réseau

- Pas d'information régulière sur l'évolution des projets de chacun
- Peu d'échanges réguliers ou de renvois de demandes d'associations
- Relations bilatérales et non multilatérales
- Diffusion limitée à quelques salons
- Pas de développement du support internet (référencement quasi non existant)
- Le projet d'un répertoire commun des structures ressources en France n'avance pas
- L'idée d'une liste des outils pratiques qu'emploie chaque structure n'avance pas
- Pas de volonté pour monter un projet collectivement : chaque structure crée ses propres outils et effectue ses demandes de financement

Les Propositions faites par HUMANIS aux autres membres :

- Renforcer les échanges en interne, en mettant à disposition une personne ressource chargée d'animer le réseau
- Avancer dans le montage de projets collectifs en dotant le réseau d'une structure juridique associative, afin de structurer nos échanges et d'avoir l'antériorité nécessaire pour déposer une demande de subvention au nom du RATPS dans les années à venir.

Malheureusement, un vote a eu lieu en mai puis en décembre, aboutissant au rejet de ces propositions : la majorité des membres estimant ces évolutions prématurées.

b) Communication nationale sur le collectif

En janvier 2007, HUMANIS apparaît dans la nouvelle édition du « Répertoire national des acteurs de la solidarité internationale » réalisé par le réseau RITIMO. Identifié parmi les collectifs du répertoire, cette publication apporte une visibilité nationale à HUMANIS, aussi bien au niveau du grand public que des professionnels du secteur et des institutions. Cet annuaire est en effet la « référence » en matière de base de données du secteur en France.

La campagne de communication effectuée durant le Salon des Solidarités a également contribué au renforcement de la visibilité d'HUMANIS au niveau national. En effet, notre association a été citée dans plus de 150 articles et a fait l'objet d'un dossier spécial dans le numéro de l'hebdomadaire LA VIE qui a précédé le salon.

B) Activités au niveau européen :

1) Le cycle de 5 conférences franco-allemandes,

a) Deux conférences à Kehl et une conférence à Strasbourg

Entre décembre 2006 et avril 2007, un cycle de 5 conférences a été organisé par HUMANIS, en partenariat avec deux universités française et allemande, dans l'objectif de lancer une réflexion européenne sur la solidarité internationale et l'avenir des pays en développement. Cette réflexion cherchait à rassembler des étudiants, chercheurs, associations humanitaires et grand public, venus de France et d'Allemagne.

En collaboration avec la section Relations Internationales de l'ITI-RI (l'Institut de Traducteurs, d'Interprètes et de Relations Internationales de l'Université Marc Bloch) et la Fachhochschule (l'École d'Administration de Kehl), ces conférences ont permis d'aborder le rôle de l'Union Européenne et des ONG dans les pays en développement.

Organisée alternativement à Strasbourg et à Kehl, chaque conférence a fait l'objet d'une interprétation simultanée Français-Allemand assurée par des étudiants de l'ITI-RI et de l'école d'interprétariat de Germersheim (Allemagne).

Le programme des conférences en 2007 était le suivant :

Conférence 1 :

Date : Jeudi 15 Mars 2007

Thème : Micro-crédit et lutte contre la pauvreté : Témoignages d'ONG

Lieu et heure : Kehl, Fachhochschule, 18h-20h

Intervenants :

- Mme Raji PARISOT Universitaire Economiste du développement, suivi de projets de micro-crédit en Inde
- M. Gilbert KLEIN ONG OIKOCREDIT Administrateur de l'ONG Programmes de micro-crédit dans le monde entier
- Mme Daphné FRANK Consultante internationale, architecte et spécialiste en micro finance

Modération :

- Mme Nadia AUBIN Rédactrice en chef de la Gazette Hôtelière, Présidente du Club de la Presse de Strasbourg

Conférence 2 :

Date : Jeudi 29 Mars 2007

Thème : Respect des droits de l'homme et travail des enfants

Lieu et heure : Kehl, Fachhochschule, 18h-20h

Intervenants :

- Mme Jenny SCHULER CONSEIL DE L'EUROPE Porte-parole du bureau de la Commission de liaison des OING (organisations internationales non gouvernementales)
- Mlle Françoise SCHALL UNICEF Bénévole, mission en RDC en 2004 auprès d'enfants soldats

Modération :

- M. Reinhard RECK Journaliste à MittelbadischePresse, Offenbourg

Conférence 3 :

Date : Jeudi 19 avril 2007

Thème : Union Européenne et développement durable

Lieu et heure : Strasbourg, ITI-RI, 14h-17h

Intervenants :

- Mme Jenny SCHULER CONSEIL DE L'EUROPE Porte-parole du bureau de la Commission de liaison des OING (organisations internationales non gouvernementales)
- M. Marc DEBOIS COMMISSION EUROPEENNE Direction générale du Développement
- M. Denis LECOUR REGION ALSACE Direction Régionale de l'Environnement

Modération :

- M. Madjid BOUZAR Responsable de la section Relations Internationales à l'ITI-RI (Université Marc Bloch)

b) Bilan du cycle de conférences et perspectives

Ces conférences européennes ont connu un réel succès : réunissant chacune entre 50 et 70 personnes, de France et d'Allemagne, issues des milieux universitaire ou associatif ou encore des institutions européennes basées à Strasbourg, ces rencontres ont permis un véritable dialogue européen sur les questions de développement.

Grâce à la réussite de ce cycle de conférences universitaires, l'équipe d'HUMANIS a renforcé sa coopération avec l'Institut de Traducteurs, d'Interprètes et de Relations Internationales de l'Université Marc Bloch ainsi qu'avec la Fachhochschule de Kehl.

Les deux organismes ont manifesté leur intérêt pour renouveler ce type de partenariat dans les années à venir, conscients de la complémentarité qui existe entre le collectif

d'associations et le milieu universitaire, c'est-à-dire entre les praticiens du développement et le monde de la recherche et de la formation.

La volonté de soutenir les activités du collectif s'est notamment traduite par l'organisation d'une vente aux enchères en Allemagne au profit d'HUMANIS.

Une trentaine de personnes se sont réunies le vendredi 16 mars 2007 à l'Ecole d'Administration (Fachhochschule) de Kehl autour de l'exposition de peintures de l'artiste allemande Heike SEITH. Le montant récolté a été affecté aux frais d'organisation des deux dernières conférences européennes du cycle 2006-2007.

2) Le programme « Envoi de matériel et développement des pays du sud »

a) Un programme orienté sur l'expertise d'HUMANIS

Suite à la réponse négative de la Commission Européenne en 2006 pour le co-financement du programme « Citoyens européens, acteurs du développement », la stratégie adoptée en 2007 a été de monter un programme en lien direct avec l'expertise d'HUMANIS : la sensibilisation des associations sur l'envoi de matériel.

En effet, l'analyse des programmes retenus en 2006 a révélé la priorité donnée par la Commission à des programmes ayant des thématiques très ciblées.

Le montage du programme « Envoi de matériel et développement des pays du Sud » s'est déroulé en deux temps : une note succincte a été envoyée à la Commission Européenne en février. La première phase de sélection a permis à la Commission de retenir 56 projets (dont celui d'HUMANIS) sur les 382 reçus en février. La 2^e phase de l'appel consistait à renvoyer une présentation détaillée du programme avant le 20 juin 2007.

L'objectif du programme était d'améliorer la pertinence du matériel envoyé dans les pays du Sud grâce à une prise de conscience des donateurs et des expéditeurs de matériel et à la mutualisation des bonnes pratiques au niveau européen.

Les activités se déclinaient en : colloques européens, journées de sensibilisation dans les collectifs régionaux d'ONG, diffusion de brochures et guides de conseil destinés aux ONG, aux donateurs, aux entreprises, mise en place d'un site internet dédié au don de matériel, création d'un jeu vidéo de sensibilisation, etc.

b) Une réussite sur le plan des partenariats

10 structures, implantées dans différentes régions de France, ont montré leur intérêt pour le programme proposé par HUMANIS et accepté de se présenter à la Commission comme partenaires du programme, ce qui confirme la pertinence de la thématique choisie :

- Emmaüs France (Fédération nationale)
- Bioport (Plateforme Logistique Humanitaire basée à Lyon)
- Cap Humanitaire (Collectif d'ONG basé à Lille)
- Centrale Humanitaire Médico-Pharmaceutique (Centrale d'approvisionnement basée à Clermont-Ferrand)
- Humatem (Centrale d'approvisionnement basée aux Houches)
- Etudiants et Développement (Fédération nationale)
- Centraider (Collectif d'ONG basé à Vendôme)
- CERASI, Centre de Ressources pour les Acteurs de la Solidarité Internationale (Collectif d'ONG basé au Havre)

- CADR, Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes (Collectif d'ONG basé à Lyon)

En outre, 4 structures européennes ont accepté de relayer les contenus développés dans ce programme :

- ELAN Entwicklungspolitisches Landesnetzwerk Rheinland-Pfalz (Allemagne)
- CNCDD : Centre National de Coopération au Développement (Belgique)
- ACODEV : Fédération des Associations de Coopération au Développement (Belgique)
- Le Cercle de Coopération (Luxembourg)

c) Analyse de la réponse négative et des projets retenus

Le 24 octobre, un courrier de la Commission Européenne nous informait que le programme d'HUMANIS n'avait pas été retenu. Cette seconde réponse négative a fait l'objet d'une analyse approfondie en novembre et décembre 2007.

Si la moyenne des notes est supérieure à celle reçue en 2006 et s'il est honorable qu'HUMANIS ait pu se positionner parmi les 12 associations françaises retenues dans la 2^e phase du processus de sélection, une étude critique du contenu du programme et une étude comparative des autres programmes français financés s'imposait.

Les conclusions de ces études sont les suivantes :

- Certaines ONG sont clairement identifiées par EuropeAid qui n'hésite pas à les financer deux années consécutives ou deux fois à un an d'intervalle (ACTED, Handicap International et le Comité Français pour la Solidarité Internationale notamment). HUMANIS ne bénéficie pas des mêmes avantages en termes d'antériorité dans la réponse à ces appels à propositions et dans la légitimité sur la réalisation de programmes d'éducation au développement.
- Toutes les ONG sélectionnées ont plusieurs partenaires européens : HUMANIS ne travaille à l'échelle européenne que depuis peu de temps et son réseau de partenaires européens est en constitution.
- Les budgets financés sont tous supérieurs au montant du budget du programme présenté par HUMANIS (1 million d'euros de budget en moyenne contre les 250 000 du budget présenté par HUMANIS) : il semble que la Commission privilégie de très gros projets afin de limiter le nombre de projets dont elle devra ensuite assurer le suivi et l'évaluation.

II) Professionnalisation de la Cellule d'Urgence

Pour l'année 2007, l'activité de la Cellule d'Urgence a été centrée autour de quatre catastrophes humanitaires majeures :

- La poursuite de la mobilisation pour l'Indonésie, débutée en 2006
- La poursuite de la mobilisation pour le Liban, débutée en 2006
- La mobilisation pour le Pérou suite au séisme du mois d'août 2007
- La mobilisation pour le Bangladesh suite aux inondations de l'été 2007 et au cyclone Sidr

Cet exercice a aussi été grâce à l'appui actif de notre vice-présidente, celui de la naissance d'un nouveau partenariat entre l'ADAPEI du Bas-Rhin et Humanis, ceci pour répondre aux besoins matériels de la Cellule d'Urgence.

En effet, dans le cadre des mobilisations, Humanis recherche de façon récurrente différents types de matériels, notamment médicaux. De ce fait, il est nécessaire de diversifier les sources de dons.

Suite à plusieurs rencontres avec l'ADAPEI, le projet de développer des points de collecte dans les ESAT du Bas-Rhin a vu le jour. Des séances de travail avec nos homologues ont permis de définir les modalités précises de ces collectes.

Ce partenariat s'inscrit dans une double dynamique :

- Répondre aux besoins des populations victimes des crises humanitaires, par l'apport de matériel ciblé.
- Répondre aux besoins des ESAT à mobiliser leurs travailleurs autour de projets porteurs de sens, au service des autres.

Ainsi, ce partenariat est pleinement inscrit dans les valeurs de notre collectif, dans la mesure où il permet d'offrir un sens au travail des personnes les plus fragilisées qui deviennent actrices de l'aide humanitaire.

Grace à ce partenariat, un lien solidaire supplémentaire est créé entre personnes handicapées en France et dans les pays en crise. En effet, la Cellule d'Urgence oriente régulièrement son action vers ces populations, victimes les plus fragilisées des catastrophes naturelles et des conflits, notamment dans le cadre des actions conjointes avec notre partenaire historique Handicap International.

A) La poursuite de la mobilisation pour l'Indonésie, débutée en 2006

1) Historique et actions engagées

Dans la matinée du 27 mai 2006, un séisme de magnitude 6,2 sur l'échelle de Richter a secoué le centre de l'île de Java, en Indonésie, déjà en situation d'alerte maximum en raison de sa proximité avec le Mont Merapi, un volcan qui menaçait d'exploser dans les semaines précédant la catastrophe.

Le tremblement de terre a fait plus de 6200 morts à travers Jogjakarta et les provinces centrales de Java. Par ailleurs, 30 000 personnes ont eu besoin d'un traitement médical, 105 000 bâtiments, dont 90 000 bâtiments scolaires, ont été détruits ou sérieusement endommagés. C'est plus de 200 000 personnes qui se sont retrouvées sans abri et qui attendent des soins, de la nourriture et des fournitures diverses.

En plus des risques d'éruption du volcan Merapi, la population a dû faire face à des pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'île après le séisme, aggravant d'autant plus la précarité de leur situation et les mauvaises conditions d'hygiène.

Le tremblement de terre a coûté de nombreuses vies et a détruit de grandes parties de Jogjakarta et du centre de Java. De nombreuses maisons, établissements publics et scolaires sont totalement détruits, fortement endommagés ou inhabitables, tandis que d'autres habitations ont été abandonnées en raison de la crainte d'une réplique du séisme.

Lors de cette catastrophe humanitaire, HUMANIS a travaillé en partenariat avec des ONG présentes sur le terrain :

- Handicap International
- Atlas Logistique
- Le Secours Islamique

Une délégation composée de la coordinatrice de la Cellule d'Urgence et du vice-président d'HUMANIS s'est rendue dans les zones affectées à Jogjakarta (île de Java, Indonésie) du 19 au 29 août 2006, ceci afin d'évaluer les actions engagées et de prospecter les besoins.

Un fonds d'urgence a immédiatement été débloqué pour permettre à la délégation de financer l'achat de protections contre les pluies pour 1150 enfants du secteur de Sumber Agung, durement affecté par le séisme.

Le Secours Islamique, présent structurellement en Indonésie, a recensé la totalité des enfants de Sumber Agung ainsi que leur taille, facilitant l'achat et la distribution des imperméables.

2) Envoi d'un conteneur de matériel médical

Lors de la mission, la délégation a noté un grand nombre de personnes blessées ou handicapées, ayant des besoins de matériel médical et paramédical. Ceci a été confirmé par notre partenaire Handicap International, rencontré à Jogjakarta.

En effet, suite au tremblement de terre, de nombreuses personnes souffraient d'un handicap temporaire ou permanent et l'accès au matériel (fauteuils roulants, chaises percées, béquilles, déambulateurs...) restait une priorité.

Ainsi, des actions de collecte de matériel médical ont été engagées et un conteneur de 20 pieds contenant du matériel médical a rejoint l'Indonésie début avril 2007. Ce matériel a été redistribué aux personnes nécessiteuses via des « Disabled Focal Points », des centres d'accès aux soins développés par le gouvernement indonésien et Handicap International. Le matériel a été distribué aux personnes les plus nécessiteuses dans les districts de Bantul et de Klaten.

B) La poursuite de la mobilisation pour le Liban, débutée en 2006

1) Historique et actions engagées

Le 12 juillet 2006, Israël entre en conflit avec le Hezbollah et bombarde les territoires libanais. Le Hezbollah riposte : la guerre a duré jusqu'au 13 août 2006, et fera plus de 1250 morts, 9000 blessés et plus d'un million de déplacés.

Suite à la guerre au Liban, HUMANIS a lancé un appel dans la presse afin de mobiliser les citoyens. Des réunions publiques ont été organisées, à l'issue desquelles s'est constitué le Comité Solidarité Liban.

Ce Comité se composait de personnes souhaitant se mobiliser pour le Liban, qu'ils soient membres d'HUMANIS, responsables associatifs ou de simples volontaires soucieux de s'engager au bénéfice des sinistrés libanais.

Ainsi, un fonds d'urgence a rapidement été débloqué afin de répondre aux besoins les plus urgents des victimes.

Nourriture, vêtements, couvertures et médicaments étant les besoins les plus urgents, un approvisionnement a été effectué directement par HUMANIS et les associations partenaires en charge de la redistribution (L'Association du Foyer de l'Enfant Libanais, Le Rassemblement pour le Liban – France, Caritas Liban et Partage).

En effet, un bénévole d'HUMANIS était présent sur le terrain et a ainsi pu participer aux opérations d'achat et de redistribution, ainsi que pour l'évaluation des actions engagées et des besoins émergents.

2) Envoi d'un conteneur

Un premier envoi a été effectué en partenariat avec l'association FARRAH – France et la NAVTSS (National Association for Vocational Training and Social Service), en charge du dédouanement. Seule une petite partie du matériel collecté par les membres du Comité Solidarité Liban a été envoyée lors de cet acheminement, afin de vérifier la fiabilité du canal de dédouanement proposé par notre partenaire.

Malheureusement, en raison de soucis douaniers très importants, ce conteneur n'a pu être dédouané correctement. Des frais supplémentaires considérables ont été demandés par les douanes libanaises. Ce tarif dépassait le montant du matériel compris dans le conteneur et le choix a donc été fait par l'association FARRAH de ne pas s'acquitter de ces frais.

3) Organisation d'une soirée libanaise

Les membres du Comité Solidarité Liban ont souhaité poursuivre la mobilisation en France, en menant des actions de soutien à la population libanaise.

Ainsi, le 22 mars 2007, une soirée libanaise a été organisée en partenariat avec le restaurant Le Cèdre, dont les bénéfices ont été affectés au dispensaire de DEIR EL AHMAR.

4) Approvisionnement en médicaments

La mission a permis d'identifier des besoins en médicaments et matériel médical, relayés par les partenaires d'HUMANIS présents sur le terrain.

Soucieux de répondre à des besoins vitaux, nous avons approvisionné en médicaments le dispensaire de Deir el Ahmar, dans la Bekaa, région déshéritée du Liban, où de nombreuses personnes se sont réfugiées suite à la guerre.

Un membre du Comité Solidarité Liban est fortement impliqué dans cette région, dans laquelle il se rend régulièrement. Par ailleurs, la personne en charge de ce dispensaire s'est rendue (à ses frais) à Strasbourg au cours du mois de novembre afin de rencontrer les responsables de la Cellule d'Urgence et de témoigner des besoins.

C) La mobilisation pour le Pérou

1) Historique

Le 15 août 2007, un violent séisme de magnitude 7,9 sur l'échelle de Richter a secoué le Pérou, suivi de plusieurs répliques qui ont accentué les dégâts dans les villes de Ica, Chincha, Pisco et Canete, au sud de Lima.

Selon le bilan réalisé par les autorités péruviennes, 200 000 personnes ont été sinistrées, plus d'un millier blessées et 540 ont perdu la vie.

Dans certaines régions, et notamment dans la ville de Pisco, près de 70% des habitations ont été détruites. Certaines maisons ayant survécu au séisme menaçaient de s'effondrer lors des répliques suivantes, nombreuses et parfois violentes.

Les habitants, contraints de dormir dehors en cette saison d'hiver austral, souffraient du froid, de la faim et de la soif, et les maladies commençaient à se propager en raison de la poussière omniprésente et des difficultés d'accès à l'eau potable.

Malgré les élans de solidarité de la part de la communauté internationale, la situation d'une grande partie des survivants restait très précaire. Le retour à la vie normale et la reconstruction allaient prendre de longs mois, et les besoins n'ont cessé d'évoluer au cours des mois suivants.

C'est donc tout naturellement qu'HUMANIS a mobilisé sa cellule d'urgence, ceci en partenariat avec l'association Pachamama.

2) Le Comité Solidarité Pérou

Afin de canaliser les volontés d'action et d'apporter à ces populations en détresse une réponse pertinente à leurs besoins, HUMANIS a organisé plusieurs réunions de coordination, invitant toutes les personnes ou associations à se mobiliser pour les sinistrés du séisme.

Coordonnées par HUMANIS, ces réunions ont abouti à la création d'un COMITE SOLIDARITE PEROU, qui a fédéré quatre structures associatives agissant au Pérou ou en Amérique Latine:

Pachamama, Macha'K Wayra, La Maison de l'Amérique Latine, Les Enfants du Soleil

Le Comité Solidarité Pérou a reçu le soutien du Consul Honoraire du Pérou.

Le Comité Solidarité Pérou s'est attaché à maintenir une mobilisation ici, afin de porter des projets d'aide là-bas.

Deux projets principaux ont été décidés, en fonction des besoins exprimés par nos partenaires sur le terrain (les hôpitaux de Sunampe et de San José, Caritas Pérou) :

- L'approvisionnement en médicaments pour un hôpital de la région de Chincha
- L'envoi d'un conteneur de matériel d'urgence

3) Les premiers évènements mobilisateurs

Journée Abracada'Gare : Samedi 6 octobre, le stand tenu par le Comité Solidarité Pérou dans le cadre des journées portes ouvertes du Quartier Gare, Abracada'Gare, a permis de récolter des fonds qui ont été affectés aux projets d'aide d'urgence portés par le Comité au profit des rescapés du séisme.

Présentation des œuvres d'art à l'école internationale : le 13 octobre de 8h30 à 11h30, des œuvres d'art offertes par des artistes ont été exposées à l'école internationale Robert Schuman, dans le cadre des élections des parents d'élèves.

L'exposition a permis de communiquer sur nos actions, tout en présentant les œuvres dans l'optique d'une future vente.

4) La semaine du Pérou

La semaine du Pérou s'est déroulée du 24 au 31 octobre 2007, à travers 3 événements mobilisateurs qui ont permis de faire découvrir la culture péruvienne et sud-américaine tout en récoltant des fonds pour les projets d'aide aux rescapés.

Mercredi 24 octobre : débute la Semaine du Pérou, avec la soirée latino à l'Hippocampe, quai des Pêcheurs. Dégustation de mets péruviens et musique traditionnelle.

Samedi 27 octobre : Soirée Péruvienne à Obernai, avec le groupe PACHAMAMA, Concert tombola et buffet sud-américain.

Mercredi 31 octobre : Concert de Solidarité, Salle de la Bourse à Strasbourg. Des boissons et dégustations ont été proposées. Plus de 20 artistes musiciens ont joué bénévolement : Rimbaley, Rafael Levano, Humberto Constantino, Abdi... Cuecas, tangos, milogas, boleros et Salsa étaient à l'honneur pour cette grande soirée de clôture de la Semaine de Solidarité avec le Pérou.

Cette semaine a permis de récolter un bénéfice d'environ 3500 euros, somme que le Comité Solidarité Pérou a décidé d'affecter au financement de médicaments.

5) Le financement de médicaments

Dès les premières semaines qui ont suivi le tremblement de terre, l'hôpital de Sunampe, dans la région de Chincha, a émis des besoins en médicaments face à la montée des blessés et des maladies liées aux mauvaises conditions de vie (tentes, poussières, vent, froid...).

Le Comité Solidarité Pérou a donc choisi de financer des médicaments avec les bénéfices de la Semaine du Pérou. Dans cette perspective, une centrale d'achat de médicaments génériques (PROVIDA) a été identifiée à Lima, et c'est par leur intermédiaire que l'approvisionnement des médicaments a été réalisé.

6) La préparation d'un conteneur

La deuxième action concerne l'envoi de matériel d'urgence pour les populations rescapées. En partenariat avec le Secours Catholique France, Caritas Pérou et l'hôpital de San José de la région de Chincha, le Comité Solidarité Pérou prépare un conteneur qui comprendra : un appareil d'énumération formule sanguine, du matériel médical et des vêtements neufs acheminés pour le Secours Catholique à destination de Caritas.

D) La mobilisation pour le Bangladesh

1) Historique

En juin 2007, les pluies de mousson tant attendues en Asie se sont montrées meurtrières et dévastatrices. Plus de 2800 personnes ont trouvé la mort dans les pays touchés par les inondations et 28 millions de personnes ont été déplacées. A cet impact humain se rajoutent la perte du bétail, du logement et de l'activité économique.

Au Bangladesh, dont presque 40% des terres ont été inondées, près de 400 personnes ont trouvé la mort et plus de 5 millions d'autres ont été contraintes de fuir les zones dévastées par l'eau. Le 15 novembre 2007, cette situation déjà très précaire a dramatiquement empiré des suites du cyclone Sidr, qui a dévasté le Sud du Bangladesh.

Le bilan initial faisait état de plus de 3500 morts, mais le Croissant-Rouge bangladais estime la barre réelle des décès à 5000. Les équipes de secours et l'armée ont eu énormément de mal à atteindre le Sud du Bangladesh, où les dégâts ont été colossaux. Plus de 900 000 familles étaient dans le besoin, soit près de sept millions de personnes, qui attendaient nourriture, eau potable et soins.

La Cellule d'Urgence HUMANIS, mobilisée depuis le mois d'août pour la population bangladaise, a décidé de renforcer son action et de répondre à cette crise humanitaire majeure.

Handicap International, partenaire d'HUMANIS présent sur le terrain, a exprimé des besoins en matériel médical spécifique pour les personnes handicapées. En effet, parmi les personnes affectées par les inondations au Bangladesh, on dénombrait environ 1500 personnes handicapées souffrant de mobilité réduite et pour qui l'accès à l'aide était encore plus difficile.

2) Envoi d'un conteneur de matériel médical

Soucieuse de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, la Cellule d'Urgence envoie le 25 octobre un conteneur de matériel médical à Dhaka, qui comporte des aides à la marche et d'autres matériels à destination des personnes handicapées. La redistribution aux personnes nécessiteuses a été effectuée sur place par les équipes d'Handicap International.

Le matériel envoyé est listé ci-dessous.

- 40 fauteuils roulants,
- 55 chaises percées,
- 90 déambulateurs,
- 20 paires de béquilles
- 70 cannes

Le conteneur est arrivé le 2 décembre 2007 à Chittagong et a été redirigé vers Dhaka, où le matériel a été dédouané puis acheminé dans des locaux appropriés courant janvier 2008, avant d'être redistribué aux personnes nécessiteuses.

III) L'animation du réseau et la plate-forme de services

A) 7e Forum Humani-Terre : 14 et 15 avril 2007 à Strasbourg

- 46 associations présentes dont :
 - 13 dans l'espace cuisine du monde
 - 7 qui proposent des activités pour les enfants
 - 3 qui proposent des projections débats
 - 9 qui participent aux débats
 - 11 qui postulent à la bourse aux projets
 - 3 qui participent au spectacle de clôture
 - 3 qui proposent des expositions
 - 11 qui viennent du Haut-Rhin
 - 1 qui vient de Moselle

- 6 stands d'informations dont :
 - Cellule d'urgence
 - Région Alsace
 - Conseil Général 67 et 68
 - Villes de Strasbourg et Mulhouse
 - Université de Haute Alsace et association Terresstre
 - ITI-RI
 - Informations sur la solidarité internationale
 - Caisse d'épargne Alsace

- 11 associations candidates à la bourse aux projets (4 prix de 1000 €)
 - Région Alsace : association E-changeons le Monde
 - Conseil Général du Bas-Rhin : association Maria H'Ma
 - Ville de Strasbourg : association Petit à Petit
 - Prix du public : association Pour un autre monde

- Entre 1000 et 1100 visiteurs.

1) Les débats

Débat 1 : L'implication des bénéficiaires dans les projets de développement

Ce débat s'est proposé de revenir au cœur de la problématique de montage de projets de solidarité internationale et de sa mise en œuvre sur le terrain. Comment impliquer au maximum les acteurs locaux, comment éviter les projets « parachutés » et évaluer le plus finement possible les besoins et les attentes des partenaires sur place ?

Au travers de l'expérience d'associations œuvrant sur le terrain depuis plusieurs années, ce débat a été l'illustration d'une conduite à explorer, à affiner, et à re-penser sans cesse : celle des relations, parfois complexes mais néanmoins primordiales avec les partenaires locaux lors d'un projet de solidarité internationale.

Intervenants: Jacky WOLFARTH (Association ACPAHU), Association Petit à Petit, James MENTZER (Association E-Changeons le monde).

Modérateur : Paul KOHLER (Association Parcours)

Débat 2 : Les paradoxes du don

En écho avec le débat précédent dans sa dimension de relation entre les porteurs de projets ici et les partenaires locaux, ce débat est revenu sur l'acte du DON dans le cadre des projets de solidarité internationale (dons financiers, envoi de matériel...).

Un débat pour penser son don en amont, bien réfléchir à tout ce qu'il implique sur le terrain et un débat qui a permis d'ouvrir des pistes pour tenter d'innover en cherchant à être solidaire autrement.

Intervenants: Emilie NGANGUIA (Association Cap Humanitaire) et Stéphanie POOS (HUMANIS)

Modératrice : Danièle JOUANOT (Association Grands Parrains / HUMANIS)

Débat 3 : La question environnementale dans les projets de solidarité internationale

Au cœur des préoccupations citoyennes et politiques actuelles, la question environnementale n'a de cesse d'engendrer de nouvelles pratiques et de nouvelles manières d'appréhender sa façon de consommer, de se déplacer...

Comment intégrer et mettre en œuvre dans des projets de développement des initiatives qui en plus d'une envergure sociale, économique..., soient également des initiatives écologiques, prenant en compte les besoins et les exigences de la planète ? Au travers des témoignages d'associations travaillant sur le terrain dans cette optique, ce débat a été l'occasion d'apporter certains éclairages sur la question.

Intervenants: Aline AUDIN (Association Solidarité Entraide Madagascar), Patrick ESTNER (Association Pour un autre monde)

Modératrice : Valérie MESSER (association Petit à Petit)

2) Les expositions

- Association E-Changeons le Monde : photographies
- Association Aide et Action : la relance de l'économie locale suite au tsunami : photographies
- Centre International d'Initiation aux Droits de l'Homme : « La terre est ma couleur »

3) Les animations

- Contes d'Afrique et d'ailleurs avec Kady KAYA, conteuse
- Animations organisées tout au long du week-end par les associations (peinture, jeux traditionnels...)
- Spectacle de clôture du forum le dimanche 15 avril à 17h30 : danses et musiques traditionnelles (Inde, Afrique, Sri Lanka et Tchétchénie).

B) Les rencontres thématiques

Trois rencontres thématiques ont eu lieu en 2007, dont deux à Mulhouse. Les comptes-rendus exhaustifs sont consultables sur le site internet d'HUMANIS.

1) Le financement public des projets de solidarité internationale

Date : vendredi 23 février 2007, 18h-20h

Objectifs : connaître les différents types de financements publics existants dans le secteur de la solidarité internationale, ainsi que les exigences des collectivités publiques quant à la rédaction et à la présentation du dossier de demande de financement (documents à fournir, budget, date de remise des dossiers, délais d'instruction, etc.).

Contenu : Une conférence où chacun des intervenants a présenté les critères de financement de projets des collectivités qu'ils représentaient.

Public-cible : Responsables associatifs

Lieu : Amphithéâtre de la Cour des Chaînes, Mulhouse.

Intervenants : Mme Martine MOSER-FAESCH (Ville de Mulhouse), Mme Chantal FOESSER (Conseil Régional) et Mme Claire EDEL (Conseil Général 68).

Nombre de participants : 35

2) La communication des associations

Date : Samedi 7 juillet 2007, 9h-12h

Objectifs : faire le point sur les différents outils et méthodes à la portée des associations de solidarité internationale en matière de communication.

Contenu : Communiquer autour d'un évènement : les relations avec la presse

- le communiqué de presse
- la conférence de presse
- le dossier de presse
- la création d'une plaquette de présentation

Public-cible : Responsables et bénévoles associatifs

Lieu : Grande salle de réunion, à HUMANIS.

Intervenants : Mme Sandra GUILMIN

Nombre de participants : 20

3) L'envoi de matériel

Date : samedi 20 octobre 2007, 9h-12h

Objectifs : revenir en détails sur la méthodologie propre à l'envoi de matériel dans le cadre d'un projet de solidarité internationale et sur la pertinence de certains envois. Cette rencontre avait également pour but d'anticiper le colloque Humalog du mois de novembre

où la thématique du don et de l'envoi de matériel devait également être largement évoquée.

Contenu :

- Le don de matériel : dans quelles conditions est-il opportun de donner du matériel ?
- La collecte et le conditionnement : que collecter, comment procéder ?
- L'envoi de matériel : les documents administratifs, les précautions à prendre
- S'approvisionner dans des structures d'insertion : quelle pertinence pour les ONG ?

Public-cible : Responsables et bénévoles associatifs

Lieu : salle de réunion de l'espace Sémaphore, Mulhouse.

Intervenants : M^{elle} Julie MARTINEAU

Nombre de participants : 16

C) Les outils pour la professionnalisation des associations

1) Site internet

Un nouveau site internet est en ligne depuis novembre 2007. Il offre une plus grande visibilité de nos activités et permet des mises à jour régulières.

La mise en valeur des associations membres a été complètement restructurée : désormais, le visiteur accède à la base de données grâce à une carte interactive. Ainsi, il suffit de cliquer une région du globe pour avoir immédiatement la liste de l'ensemble des associations du réseau qui y travaille.

Dans le même esprit, le visiteur peut chercher une association par deux filtres différents, à savoir celui du pays ou du secteur d'intervention.

2) Annuaire de la Solidarité

L'édition 2007 de l'Annuaire de la solidarité est sortie au moment du forum Humani-Terre et a été imprimé à 1000 exemplaires.

Suite aux multiples remarques que nous font beaucoup d'utilisateurs de ce guide, une réflexion a été engagée pour savoir s'il n'était pas plus pertinent de n'intégrer dans cet annuaire que les membres du collectif. Ainsi, cela permettrait d'éviter bien des ambiguïtés.

3) Médiathèque et centre de documentation

125 structures ont été adhérentes à la médiathèque en 2007. Le nombre cumulé des cartes de membres s'élève désormais à plus de 400.

Le centre de documentation sur la solidarité internationale a été enrichi et mis en valeur. Toutefois, il s'avère après réflexion et au regard des besoins des associations du réseau, qu'il serait judicieux d'envisager que ce centre s'inscrive dans la dynamique nationale du réseau RITIMO.

En effet, RITIMO est un réseau d'informations spécialisées sur la solidarité internationale et le développement et dispose en France, dans plus de 70 lieux ouverts au public, de la documentation, des informations, des animations et des pistes pour agir.

4) Le guide logistique

Nous avons continué nos efforts dans la diffusion de ce guide au niveau national.

L'an passé et grâce au financement de la Fondation Caisses d'Epargne, nous avons été à même d'actualiser en profondeur le fond mais aussi la forme de cet outil.

Dans la mesure où c'est plus de 1000 exemplaires qui ont été imprimés en une fois, nous n'avons pas eu au cours de cet exercice, le besoin d'en éditer à nouveau.

Ce guide reste un outil indispensable pour un nombre important d'associations de notre réseau et au-delà, il permet à beaucoup d'associations de solidarité internationale d'autres régions de profiter de notre expérience et de notre réseau.

5) Le journal d'informations

L'effort de renforcement de la diffusion du journal a continué en 2007, ceci aussi bien au niveau du tirage, mais aussi en matière d'élargissement du territoire géographique sur lequel l'outil est distribué.

Ce sont toujours six numéros qui sont édités chaque année.

Grâce aux multiples partenariats engagés au cours de ces derniers exercices, le journal continu d'être diffusé avec un rayonnement de plus en plus important, ceci bien au-delà du territoire alsacien.

D) L'accompagnement des porteurs de projets

1) Aide au montage de projets

63 rendez-vous ont été pris durant l'année 2007 par les associations du réseau pour :

- l'aide au montage de projets : appui technique à la rédaction de dossiers de demandes de financement, mise en réseau...
- de l'aide à l'organisation de manifestations : appui à la réalisation de supports de communication (affiches, tracts, communiqués de presse), recherche de salles...

2) Cotations de conteneurs

Les demandes de cotations ont été très peu nombreuses, cette année encore, avec moins d'une dizaine de cotations, principalement vers l'Afrique de l'ouest et Madagascar.

Nous constatons de plus en plus le résultat du travail de longue haleine que nous avons réalisé tout au long de la décennie passée dans la sensibilisation des responsables associatifs vis-à-vis de l'envoi de matériel.

Aujourd'hui, l'envoi de matériel est de plus en plus focalisé sur du matériel à fort rendement productif, très souvent générateur d'emplois sur le terrain.

E) Le Village du partage

Cette année encore, la Ville de Strasbourg a mis à disposition du collectif un chalet tout au long du mois de décembre sur la place Kléber. 24 associations se sont ainsi relayées pour exposer au grand public leurs projets et activités.

De plus, un spectacle a été proposé grâce à la mobilisation de plusieurs associations du réseau, le samedi 15 décembre 2007 - De 17h à 18h30 sur la place Kléber :

- Danses traditionnelles Tamoules - Association TAMOUL CHOLAI
- Danses et percussions africaines - Association AFRIQUE ETOILES
- Chanson française « Jude » - Association SOLIDARITE ENTRAIDE MADAGASCAR

F) Les nouveaux adhérents 2007

10 nouvelles associations membres :

- Altitude 900 : promotion de la culture haïtienne et projets de développement
- Association Réagir : projets de développement au Sénégal
- Du Sapin au Baobab : projets de développement au Sénégal
- Les Amis du Baté : projets de développement en Guinée
- Macha'k Wayra : projets de développement en Bolivie
- Scolidarité Afrique : projets de développement au Mali
- Sinigna Siqui : projets de développement Burkina-Faso
- Solidarité Entraide Madagascar : projets de développement à Madagascar
- Vacances et développement pour tous : projets de développement au Cap Vert
- Frip'Vie (Chantier d'insertion) : revalorisation de vêtements

IV) Le chantier d'insertion

A) Renforcement des pôles de production

1) Modifications législatives dans les dispositifs d'insertion

L'exercice 2007 a été le premier où nous avons eu à assumer sur la totalité de l'année, les conséquences de l'application du plan de cohésion sociale (plan BORLOO). L'année 2006 avait déjà été largement impactée par cette réforme profonde des contrats aidés, mais c'est bien au cours de l'exercice passé que son impact a été total.

Ainsi, nous avons eu au sein du chantier d'insertion, à faire face aux conséquences de :

- La disparition des anciens dispositifs C.E.S (Contrat Emploi Solidarité) ou du C.E.C. (Contrat Emploi Consolidé) et leur remplacement par le C.A.E. (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) et le C.A. (Contrat d'Avenir).
- La diminution du taux de prise en charge des salaires des contrats aidés.
- La nécessité de l'augmentation des ressources propres.

Pour être à même de faire face à ces sensibles modifications et en particulier au surcoût engendré par la baisse du taux de prise en charge des contrats aidés, les administrateurs s'étaient réunis à plusieurs reprises dès la fin du dernier trimestre 2006, afin de délibérer sur notre capacité à assumer ce surcoût.

Cette réflexion a tout naturellement continué au cours de l'exercice 2007 et ce sont même des décisions très sensibles qui ont du être actées. Ainsi, pour arriver à l'équilibre financier, nous avons encore une fois été amenés à réduire le nombre de nos salariés en insertion.

Dans le même état d'esprit de sauvegarde de l'activité, nous avons et serons amenés à :

- Informer l'ensemble du réseau sur ces réalités et les choix qui sont faits pour être en mesure de pérenniser l'activité.
- Revaloriser le prix des services et de la cotisation ; le coût des services n'a quasiment pas été revalorisé ces 10 dernières années.
- Augmenter le taux des ressources propres pour les exercices à venir.
- Consolider le développement de notre politique de vente de matériel informatique au grand public.

2) Activité informatique

a) L'atelier

Cette activité, née de façon embryonnaire en 2003 pour collecter et réhabiliter quelques unités de matériel informatique, permettant ainsi aux associations du réseau de s'équiper ou d'envoyer du matériel pour des projets humanitaires, a énormément évolué au cours de ces deux dernières années.

Au cours de l'exercice 2007, 1511 Unités Centrales ont été collectées ce qui représente un accroissement de 60% du volume par rapport à 2006.

Ces Unités Centrales collectées datent au mieux de 2001 et nécessitent un énorme travail de reconditionnement avant que nous puissions installer les systèmes d'exploitation et les logiciels qui sont actuellement utilisés.

Au cours de l'exercice passé, nous avons aussi porté un effort particulier à la gestion d'une partie du stock qui était resté « fixe », ce qui explique le nombre important d'unités centrales démantelées en 2007.

Par ailleurs, 926 écrans et 395 imprimantes ont également été collectés, chiffres qui restent constants vis-à-vis de l'exercice 2006.

L'une des problématiques qui restent sensibles et celle de la place occupée par les écrans. En effet, nous ne collectons que très peu d'écrans plats et les modèles que les donateurs nous cèdent habituellement sont précisément ceux qui sont parmi les plus volumineux. Cette donnée nous a conduit à suspendre temporairement les collectes d'écrans au cours du dernier trimestre 2007.

Concernant le traitement final des écrans, qui reste l'une des phases les plus sensibles dans ce procès à réhabilitation, dans la mesure où la dépollution des écrans doit être faite dans des ateliers et avec des machines très particulières, un partenariat a été conclu avec la structure insertion ENVIE.

b) Le Magasin

Le magasin avait été ouvert en mars 2006 dans la perspective d'augmenter les ressources propres de l'association. Depuis cette date HUMANIS propose des ordinateurs non plus seulement aux associations mais également aux particuliers à des prix très abordables. Les ordinateurs sont garantis 3 mois et une initiation de 4 heures est offerte (dispensée les mercredis après-midi), ceci quel que soit le modèle d'ordinateur acheté.

La configuration des ordinateurs évoluant à une vitesse exponentielle, nous sommes de notre côté régulièrement amenés à réactualiser les tarifs pratiqués au sein du magasin, ceci afin de les rapprocher le plus possible de l'évolution des cours du marché.

Dans la mesure où le niveau technologique des ordinateurs que nous collectons n'a pas considérablement évolué au cours de ces deux dernières années, nous sommes régulièrement contraints de revoir nos prix à la baisse.

Ce dernier élément explique la raison pour laquelle le chiffre d'affaire global du magasin baisse alors même que le nombre d'ordinateurs vendus augmente entre les exercices 2006 et 2007 (202 UC vendues en 2007 contre 195 en 2006).

Au niveau de la clientèle du magasin, nous comptons 36 % d'associations, 49 % de particuliers et 15 % de personnes qui nous sont envoyées par les autres structures d'insertion du territoire (dans la mesure où nous pratiquons des tarifs préférentiels pour les salariés en insertion).

c) Expertises MACIF

En 2007, ce sont 31 expertises qui ont été assurées auprès des sociétaires de la MACIF, ceci suite à des sinistres subis par ces derniers.

Même si cette activité ne constitue pas une source d'autofinancement important, il n'en demeure pas moins très important et même très intéressant pour les salariés du pôle informatique, dans la mesure où le protocole d'intervention à respecter est très rigoureux et donc très formateur pour nos salariés.

De plus, ce type d'activité développe notre polyvalence et notre capacité à assumer des prestations de service auprès de particuliers.

3) Activité logistique

Cette activité constitue un pôle historique de notre collectif, dans la mesure où il a été mis en place en 1998, année durant laquelle nous avons accédé aux locaux de la SNCF.

Au cours des cinq dernières années nous avons pu constater une baisse lente mais constante des services logistiques demandés par les associations humanitaires. En effet, notre travail de sensibilisation de longue haleine sur la pertinence de l'envoi de matériel porte ses fruits depuis ces derniers exercices.

Toutefois, nous continuons à ce jour à rendre des services réguliers à près d'une trentaine d'associations humanitaires. C'est seulement que ces associations ne sont plus les seuls bénéficiaires de nos services.

Ainsi et pour apporter un ordre d'idées, ce sont en moyenne trois collectes qui sont réalisées chaque jour pour les membres du réseau.

L'exercice 2007 a aussi été particulièrement rempli par les services rendus à l'association C.E.F.R. (Centre d'Entraide pour les Français Rapatriés), dans la mesure où cette dernière a eu affaire à plusieurs vagues de rapatriement, qu'il s'agisse de nos concitoyens rentrés de la Côte d'Ivoire, du Liban et bien d'autres pays en conflit.

Ce pôle continue aussi à être celui où les machines à coudre sont réhabilitées. Toutefois le volume d'activité étant très réduit sur ce segment, il n'y a plus qu'un voire deux de nos salariés (en cas de pics d'activité) qui travaillent à la revalorisation de ce matériel.

Le renforcement des actions de la cellule d'urgence est aussi l'une des évolutions non négligeables du pôle logistique. En effet, ce n'est pas moins de quatre containers qui ont été envoyés au cours de l'exercice passé, ceci pour l'Indonésie, le Liban, le Bangladesh et le Pakistan.

De ce fait, les salariés de ce pôle ont été fortement sollicités dans la collecte, la réhabilitation et le conditionnement du matériel médical (fauteuils roulants, déambulateurs, lits médicalisés, cannes, béquilles...).

Nous continuons aussi à participer à l'opération « pyramide » de Handicap International, dans la mesure où une fois la manifestation terminée, nous procédons à la collecte, au tri et à la distribution des chaussures au sein des associations du réseau.

Dans la mesure où à la fin de l'exercice 2006 nous avons été amenés à fermer notre pôle bâtiment, c'est désormais les salariés de l'équipe logistique qui assument l'entretien et l'évolution des locaux. Ainsi, nous avons procédé à la construction de deux nouveaux bureaux pour les salariés du pôle national et européen.

Enfin, l'équipe logistique constitue aussi un soutien particulièrement actif lors d'événementiels, qu'il s'agisse des besoins des associations du réseau, comme ce du collectif (participation à l'organisation du forum Humani-terre ou du salon des solidarités)

4) Amélioration des circuits d'approvisionnement

En la matière, nous avons continué l'effort qui avait été commencé au cours de l'exercice 2006 et qui consistait en une refonte de nos circuits d'organisation interne et externe, de sorte à améliorer la qualité des produits collectés.

Ainsi, nous avons travaillé sur les questions suivantes:

- Elaboration d'un outil de communication en destination des donateurs.
- Création d'une base de données avec les coordonnées des entreprises susceptibles de nous céder leur matériel informatique.

- Circularisation et relances téléphoniques régulières
- Redéfinition des protocoles internes pour :
 - ✓ La réception et la consignation des appels provenant de donateurs.
 - ✓ Le rappel des donateurs et l'organisation des collectes.
 - ✓ La mise en place d'un processus de traçabilité.
 - ✓ La refonte du process de démantèlement et de réhabilitation.
 - ✓ L'analyse des flux entre les sections stockage, atelier et magasin.

5) Mise en place d'une gestion plus fine des donateurs

Là aussi, il s'agissait d'aboutir sur une réflexion qui avait commencé au dernier trimestre 2006, dans la mesure où jusqu'à récemment et selon le type de don, les coordonnées des particuliers et des structures qui donnaient du matériel n'étaient pas enregistrées de manière systématique.

Or, il est désormais indéniable que l'enregistrement de ces coordonnées présente plusieurs avantages non négligeables :

En externe :

- Remerciement des donateurs par l'envoi d'un courrier qui valorise leur don et leur présente la liste du matériel recherché par le collectif ;
- Fidélisation des donateurs dans la mesure où nous les associons à la vie du collectif par l'envoi systématique du bulletin d'information et une invitation aux manifestations organisées ;
- Faire connaître HUMANIS par un nombre toujours grandissant de personnes et de structures puisque les plaquettes ou les bulletins d'information envoyés aux donateurs circuleront probablement dans leur entourage.

En interne :

- Analyser l'évolution du nombre et des profils des différents donateurs ;
- Améliorer la traçabilité des dons et l'évaluation de la qualité du matériel.

Devant ces constats, il a été décidé de consolider le protocole précis de gestion des donateurs qui avait été commencé en 2006.

De même, il est aujourd'hui inimaginable que nous ne gardions pas le poste de « Référent Donateurs ».

B) l'accompagnement socioprofessionnel et l'encadrement technique

En la matière, l'exercice écoulé a été celui de la continuation des choix opérés au sein de l'équipe chargée de l'accompagnement socioprofessionnel.

Nous avons en effet décidé de distinguer de façon encore plus précise la dimension sociale de la dimension professionnelle par l'affectation de ces fonctions à deux personnes différentes.

Nous sommes désormais complètement renforcés dans ce choix initial.

Il demeure donc une accompagnatrice sociale dont la mission consiste à se focaliser sur les problématiques périphériques, ainsi que sur les différents freins « sociaux » empêchant l'accès de nos salariés à l'emploi classique.

De son côté, l'accompagnatrice professionnelle concentre son travail sur les éléments liés à la maîtrise du français et des savoirs de base, à l'évaluation et à l'inscription dans un parcours d'acquisition de gestes et/ou de compétences professionnels par le biais d'une formation, au contact avec les entreprises susceptibles d'apporter une perspective d'immersion ou d'emploi aux salariés en insertion.

1) Typologie du public

a) Statuts administratifs

53 salariés en 2007 dont :

- 25 bénéficiaires du RMI
- 5 travailleurs handicapés
- 17 sans ressource
- 2 ASS
- 2 API
- 2 Sortants de prison

Situation au regard de l'ANPE :

- 29 chômeurs 1 an
- 4 chômeurs de 1 à 2 ans
- 3 chômeurs de 2 à 3 ans
- 12 chômeurs de + de 3 ans
- 5 personnes non inscrites

b) Les problématiques sociales et professionnelles

- 16 personnes présentant des difficultés de logement
- 13 personnes présentant des problèmes de santé
- 13 personnes présentant des troubles psychologiques
- 20 personnes présentant des problèmes d'aptitude professionnelle et d'employabilité
- 10 personnes présentant un manque de motivation

c) Autres chiffres révélateurs

- 150 candidatures
- accueil de 8 stagiaires
- accueil de 2 personnes en EMT
- 11 personnes ont participé aux formations FLE/ASB
- 7 personnes en formation informatique (ATI)
- 5 salariés d'HUMANIS ont effectué une EMT
- 3 permis caristes
- 3 préparateurs de commandes
- 1 FIMO + PL
- 2 personnes ont suivi des cours de français et d'anglais à l'université populaire

2) Résultats de l'exercice 2007

- 30 personnes en poste au 31/12/2007
- 12 personnes en sortie non professionnelles
- 11 personnes en sortie professionnelle dont : 5 CDI, 5 CDD, 1 formation qualifiante

En ce qui concerne les 12 personnes sans sortie professionnelle :

- 8 personnes étaient en attente de validation de parcours (2 personnes en cours de création d'entreprise, 2 autres en recherche active d'emploi, 4 personnes présentent des problématiques de santé lourdes)
- 3 personnes n'ont pas été renouvelées
- 1 personne incarcérée

3) Modalités d'accompagnement et d'encadrement

Globalement, l'année 2007 a été « rythmée » par des modifications répétées dans les critères de recrutement, ainsi que par de nombreuses incertitudes de renouvellements des contrats.

Cet environnement est clairement non propice à la suite de parcours, elle ne permet pas aux salariés de se projeter efficacement à plus de six mois. Il est effectivement très difficile de faire un travail socioprofessionnel de qualité quand il n'y a pendant des trimestres entiers aucune certitude quant aux possibilités de recrutement voir de renouvellements.

Nous espérons sincèrement et avant tout dans l'intérêt du public accueilli, que l'année 2008 conduira à une plus grande stabilité dans la gestion des contrats aidés par les services publics de l'emploi et qu'enfin, ces phénomènes aléatoires vont s'arrêter.

Par ailleurs et comme nous l'évoquions en amont, le choix qui a été fait de séparer l'accompagnement social du professionnel continue d'avoir des conséquences très positives. Outre le fait que chacune des accompagnatrices travaille dans un cadre dont les limites sont plus spécifiques, cette distinction nous permet d'atteindre une plus grande efficacité.

Ainsi, il est désormais plus facile de gérer ces situations où certains salariés cherchaient à user de la « fibre affective » pour justifier certaines carences en matière d'engagement dans un processus professionnel.

L'accompagnatrice sociale peut ainsi continuer à travailler dans une démarche d'écoute et de règlement des problématiques purement sociales, là où l'accompagnatrice professionnelle fera preuve avant tout de rigueur et d'exigence dans les différentes étapes qui doivent conduire le salarié vers un emploi dans le secteur marchand.

Les Cours de FLE (Français Langue Etrangère) et d'ASB (Acquisition des Savoirs de Base) ont été intensifiés et ont eu des retombées positives et surtout plus visibles qu'auparavant. Les personnes d'origine étrangère ont, grâce à la participation à ces modules, la possibilité de se mettre à niveau, étant ainsi par la suite, en mesure de suivre la formation en informatique de l'AFPA (niveau IV) jusqu'à son terme.

Cette pratique renforce les salariés dans leur choix et leur permet de passer avec succès l'épreuve du CCP. De même, il y a une nette amélioration dans le niveau des salariés qui s'engagent dans l'obtention des permis CACES.

Nous constatons que les permis CACES permettent encore des débouchés vers l'emploi, et la formation AFPA dynamise toujours autant les salariés qui s'y engagent.

Au-delà de ceux qui réussissent à aller jusqu'au bout du cursus et qui obtiennent le diplôme (niveau IV), force est de constater que même pour ceux qui ne réussissent pas l'épreuve, le

caractère fortement technique et pratique de cette formation, apporte une reprise de confiance en soi ainsi qu'une formalisation des gestes professionnels accomplis au quotidien au sein de l'atelier informatique dans la revalorisation du matériel.

Un des points qui nous pose un problème important dans le placement des personnes au terme de leur parcours socioprofessionnel est celui des bas salaires. En effet, le faible différentiel entre le salaire proposé par les employeurs du secteur marchand et le pouvoir d'achat des bénéficiaires pendant leur parcours d'insertion constitue un frein de plus en plus important dans l'acceptation des postes que nous trouvons pour ces derniers. Ainsi, régulièrement des personnes refusent des contrats en CDI, dans la mesure où ils perdent du pouvoir d'achat.

Nous constatons aussi une augmentation significative de personnes qui souhaitent privilégier des contrats en intérim plutôt que les contrats « classiques », que ce soit en CDD ou en CDI, toujours à cause des questions de rémunération.

Pour une frange de nos salariés, nous sommes forcés d'admettre que le parcours d'insertion de deux ans reste insuffisant. Les solutions de sortie restent inadaptées pour une bonne partie de ces bénéficiaires, dans la mesure où les emplois non qualifiés continuent d'être très rares même dans des secteurs en tension comme le bâtiment. A cela, il faut malheureusement ajouter les personnes (qui restent une minorité) qui en tout état de cause, ne sont là, au sein du chantier, que par « calcul » administratif, attendant purement et simplement la fin de leur contrat pour pouvoir bénéficier des ASSEDIC.

a) A l'entrée et durant la période d'essai

La qualité du recrutement reste centrale et dépend de la motivation et des aspirations du bénéficiaire, ainsi que de sa capacité et de sa volonté à assumer les tâches inhérentes au poste qu'il serait amené à assumer au sein de nos activités.

Nous avons de ce fait continué à renforcer nos partenariats privilégiés avec les multiples structures d'accueil, d'évaluation et d'orientation.

Le bon recrutement réside essentiellement dans le fait qu'au-delà de la nécessité d'occuper un emploi pour des besoins « alimentaires », le postulant manifeste une réelle volonté de « s'en sortir ».

L'objectif central consiste donc à diminuer les nombreux abandons auxquels nous avons à faire face durant les premiers mois du contrat.

Phase de repérage : il est constant que de plus en plus de structures se trouvant en amont du chantier d'insertion ont tendance à aiguiller de façon systématique et pressante des candidats, dans la mesure où elles sont, elles aussi, de plus en plus soumises à des obligations de résultats.

Même si de notre côté, nous souhaitons être le moins restrictif possible, les multiples obligations qui s'imposent à nous du fait de l'application du nouveau cadre législatif, nous poussent tout de même à redoubler de vigilance dans cette phase.

En effet, l'expérience passée montre que de plus en plus de personnes s'attachent à ce que la période d'essai ne soit pas validée, créant ainsi une situation où ils peuvent, face aux services qui les ont fortement contraints à postuler pour un emploi d'insertion, tenter de faire porter la responsabilité de l'échec au chantier d'insertion.

De plus, le parcours professionnel que nous proposons au sein de l'atelier informatique nous conduit à poser certains critères d'accès plus restrictifs, dans la mesure où un parcours qualifiant est systématiquement mis en place parallèlement au contrat d'insertion (formation de technicien de maintenance informatique de niveau Bac assurée en interne par l'AFPA).

En effet, cette formation nécessite un minimum de bagage pour permettre au salarié de suivre ladite formation, l'objectif étant aussi d'éviter que certains se trouvent à nouveau confrontés à une situation d'échec ou d'isolement par rapport à la majorité des membres de l'équipe qui, eux, auraient le niveau pour assumer la formation.

Phase d'entretien et d'évaluation : dans le cadre des entretiens individuels, le travail de l'accompagnatrice consiste à identifier si le parcours d'insertion et les aspirations des postulants sont adaptés aux possibilités que nous pouvons offrir en interne avec les postes existants.

Pour cela, l'accompagnatrice aborde avec chaque candidat les différents éléments (parcours antérieur, intérêt pour le travail proposé à HUMANIS, motivation à s'inscrire dans un processus socioprofessionnel, ainsi que d'évaluation des problématiques périphériques à l'emploi...) qui permettront à l'issue de l'entretien, de valider ou non la candidature.

Dans l'affirmative, un deuxième entretien est organisé, cette fois avec l'encadrant technique, qui lui aussi, va procéder à la validation de la candidature, mais en ne prenant en compte que les facteurs liés au technique et au professionnel.

Ainsi, l'encadrement technique mesure les capacités techniques et professionnelles du bénéficiaire, ainsi que ses aspirations à suivre un parcours qualifiant.

Il s'agit donc pour l'équipe socioprofessionnelle, de préparer la phase suivante en créant une adéquation entre les aspirations du salarié et les besoins de la structure, ce qui permettra par ailleurs de positionner le candidat sur la bonne équipe.

Phase d'intégration : ce travail s'effectue aussi par une collaboration étroite entre l'accompagnatrice sociale et les référents techniques. Il s'agit de placer le bénéficiaire dans l'équipe qui sera le plus en adéquation (qu'il s'agisse de l'environnement humain ou technique) avec son profil et les demandes qu'il a formulées dans les phases précédentes.

Cette phase se déroule durant le premier mois suivant le recrutement (dans le cadre de la période d'essai) et permet d'évaluer trois éléments qui seront déterminants dans les options à retenir pour le parcours du bénéficiaire, que sont :

- Les efforts que fait le salarié pour s'intégrer à une équipe, ainsi que les phénomènes de dépendances (alcool, drogues, médicaments...) qui pourraient sur le plan de la sécurité, constituer un danger pour lui-même et ses collègues.
- Les conséquences du choix d'affectation dans l'une des équipes existantes en matière de motivation et d'adéquation avec la maîtrise des gestes professionnels nécessaires à l'accomplissement des tâches à effectuer au quotidien. Dans les cas où un manque d'intérêt important est constaté, la proposition lui est faite de changer d'équipe, ce qui dans certains cas a des conséquences positives sur l'intégration.
- La sensibilisation aux actions de formation interne, ainsi que le respect du règlement intérieur et des consignes de sécurité et d'hygiène.

Nous accordons une attention particulière à l'analyse de ces éléments (sans faire preuve d'intransigeance), dans la mesure où il est avéré qu'une personne peut à travers son comportement, entraîner ses collègues (en particulier les plus fragiles), dans une spirale démotivante et négative, voire dangereuse.

b) Accompagnement durant le contrat

Cette étape constitue la partie la plus déterminante dans le parcours d'insertion.

Voilà pourquoi l'ensemble de l'équipe chargée de l'accompagnement social, professionnel et de l'encadrement technique fait preuve d'une vigilance extrême pour le bon déroulement et à la bonne mise en œuvre des différentes phases du parcours.

Ainsi, cette attention permanente, combinée à la mise en œuvre d'outils pédagogiques et méthodologiques adaptés, constitue la base de la politique d'insertion de l'association.

Mise en place ou consolidation de liens : dans un premier temps, le travail consiste à reconstituer et maîtriser le parcours social et professionnel du salarié.

Pour cela, l'accompagnatrice est amenée à recueillir des informations auprès des différents opérateurs sociaux externes qui ont à un moment ou à un autre, été amenés à intervenir dans le parcours du bénéficiaire.

De la même manière, il est primordial de tisser des liens avec l'assistante sociale du secteur géographique dont dépend le salarié, ainsi qu'avec le référent RMI et la dernière structure dans laquelle il a eu une activité.

Par ailleurs, il s'agit aussi de régler dans les plus brefs délais les problèmes liés à la mobilité qui pourraient constituer un frein à une présence régulière du salarié sur son poste de travail.

Cette phase est particulièrement sensible et l'équipe chargée de l'accompagnement rassemble une multitude d'éléments qui lui permettront de comprendre le passé social et professionnel de l'intéressé, ce qui donne la possibilité d'appréhender avec justesse la hiérarchisation des différentes phases de l'intervention.

Travail de prévention : il s'agit de tout mettre en œuvre pour éviter qu'un événement inattendu constitue un risque de rupture de parcours.

Ainsi, la prise en considération d'éléments sensibles pouvant constituer des facteurs déstabilisants (relations avec les administrations, le lieu d'hébergement, la famille...), permet bien souvent d'éviter les situations de crise.

En ce qui concerne les personnes qui présentent des problèmes de dépendance, nous avons renforcé les entretiens individuels et collectifs avec l'association Humani-psy qui est composée de psychothérapeutes.

Durant cette phase, nous sommes régulièrement conduits à contacter les différents foyers d'hébergement pour traiter les problèmes liés au logement, notamment en ce qui concerne le travail administratif à effectuer préalablement à l'accès, les négociations lors de retards de paiement, ainsi que la médiation nécessaire pour éviter une expulsion.

Concernant les salariés surendettés, des mises en relation sont effectuées avec l'association SOS famille Emmaüs (d'autant que nous accueillons leur permanence dans nos locaux). L'objectif consiste à tout faire pour éviter que le salarié ne se trouve dans des situations ingérables du fait qu'il n'a pas entrepris les démarches nécessaires dans les délais imposés.

L'accompagnement professionnel : ne débute réellement qu'à partir du moment où l'accompagnatrice sociale estime que le salarié est prêt pour le démarrage de la construction de son projet professionnel.

Le premier travail consiste en la lecture du CV avec le salarié, de manière à dégager les compétences pouvant constituer le point de départ d'un travail d'acquisition de savoirs - faire ou de consolidation des acquis.

Ainsi, le travail sur l'actualisation et la formalisation du CV constitue une première étape importante dans l'évaluation et la dynamisation du salarié.

En parallèle, un diagnostic sur le niveau de maîtrise de la langue française est systématiquement établi pour chacun des salariés (positionnement Escal), de manière à mettre en place une réponse adaptée et graduée selon les difficultés rencontrées.

Ainsi, nous avons choisi la logique de la mutualisation de nos besoins avec ceux de l'association CARIJOU autour d'une formation de « ré-acquisition des savoirs de base et de français langue étrangère ».

Par ailleurs, neuf salariés de l'équipe informatique ont suivi la formation qualifiante de Technicien en Maintenance Informatique (de niveau IV) dispensée par l'AFPA dans nos locaux à raison d'une journée par semaine.

Dans un registre un peu différent, l'accompagnatrice professionnelle s'attache aussi à la mise en place d'EMT (Evaluation en Milieu de Travail), ainsi qu'à l'accompagnement du bénéficiaire dans l'apprentissage ou la consolidation de sa méthode de recherche d'emploi (Affichage quotidien des offres d'emploi, consultation des offres sur Internet, candidatures spontanées).

De la même manière, elle organise des séances de mise en situation pour la préparation des rendez-vous de recrutement à des stages ou pour des postes en CDD ou CDI.

Enfin, elle cherche à renforcer ses liens avec le monde de l'entreprise par la constitution d'une base de données des structures les plus susceptibles d'accueillir nos salariés à l'issue de leur parcours.

Préparation à la sortie : une attention toute particulière est accordée à cette phase, dans la mesure où elle constitue l'aboutissement du travail qui a été effectué tout au long du parcours.

Pour les salariés qui émettent le souhait et qui ont les capacités d'assumer un travail à temps plein, l'accompagnatrice professionnelle entreprend avec le bénéficiaire, des démarches de recherche d'emploi sur la base des offres de l'ANPE, ainsi que des contacts directs avec les entreprises de travail temporaire, ou d'autres structures d'insertion comme les entreprises d'insertion ou les Associations Intermédiaires.

Cette pratique donne parfois la possibilité de mettre en place des périodes d' "immersion" ce qui permet d'observer les réactions du salarié dans le cadre d'un travail à temps plein, et ceci dans une structure où les règles en matière de hiérarchie et de rythmes de production sont plus soutenues.

En ce qui concerne les personnes qui expriment le souhait de s'engager dans un parcours de formation longue, nous travaillons en priorité avec nos partenaires structurels comme l'AFPA, GRETA, Réforme, GIPP..., afin d'engager le salarié dans les tests qui permettront d'évaluer si son niveau de connaissances correspond aux pré-requis pour l'entrée dans la formation choisie.

Concernant le cas précis des formations qualifiantes et notamment la formation en informatique, nous constatons souvent que les retombées peuvent prendre du temps. Ainsi, 2 salariés en informatique présents au cours des exercices 2005/2006 ont ouvert une entreprise de services aux particuliers plus d'un an après leur sortie.

La mutualisation des formations, même si elle apporte des solutions « économiques » et d'organisation plus rationnelles, a parfois certaine limite. Entre les prévisions de formation et leur mise en place effective, le délai plus ou moins long a pour conséquence de que certains salariés ne peuvent plus en bénéficier faute de temps.

En effet, dans la mesure où il s'agit de prévisions, et compte tenu des difficultés récurrentes que nous avons au niveau des embauches (changement ou blocage réguliers des critères d'embauche CAE/CAV), nous nous trouvons trop souvent face à une inadéquation entre les prévisions et les profils des personnes que nous avons finalement pu recruter.

Par exemple, sur l'exercice passé plusieurs financements de permis PL ont été demandés par divers chantiers d'insertion mais non utilisés faute de candidats capables de suivre ce type de formation. La conséquence est immédiate puisqu'en 2008, les budgets prévus pour cette formation ont été diminués.

4) Plus-value apportée par l'utilisation du logiciel AGePI

Il y a maintenant plus de quatre ans que nous avons fait le constat de la nécessité de mettre en place des outils facilitant la gestion et le fonctionnement quotidien, en particulier pour une meilleure maîtrise du parcours de chacun des salariés en insertion.

La remise à plat de l'ensemble des procédures liées au parcours social, professionnel et administratif des salariés en insertion a permis dans un premier temps et avec l'engagement volontariste de la DDTEFP du Bas-Rhin, d'élaborer un outil spécialement conçu pour les chantiers d'insertion.

Cet outil permet d'automatiser une bonne partie des tâches répétitives, permettant ainsi aux permanents qui sont en charge de l'accompagnement des salariés en insertion de passer un minimum de temps dans les multiples démarches administratives légales.

Cette maîtrise est indispensable dans la construction d'un parcours cohérent et pour le rendu administratif et technique auprès des différents partenaires de la structure.

Grâce à des « fiches actions » informatisées, l'accompagnateur dispose d'une vue d'ensemble sur les actions qu'il engage au bénéfice de la personne inscrite dans un parcours d'insertion.

Ainsi, cet outil a permis d'importantes évolutions sur les pratiques suivantes :

- Gestion des parcours de façon encore plus individualisée, ceci à l'aide de fiches actions
- Définition et paramétrage en amont des activités, des profils et des postes
- Bases de données des organismes et des référents, des problématiques et des critères d'évaluation récurrents
- Obtention d'un résumé de toutes les actions qui ont été entreprises pour un bénéficiaire donné
- Générateur de statistiques et d'états internes
- Liens directs avec les différents référents, ainsi qu'avec les administrations partenaires
- Edition et impression de formulaires et de contrats de travail
- Agenda
- Alerte sur les actions en cours

Dans un deuxième temps et au cours de l'exercice 2005, nous avons grâce au financement du Fonds Social Européen, équipé de ce logiciel l'ensemble des chantiers d'insertion de la région Alsace.

Aujourd'hui et comme nous l'avons vu en amont, nous travaillons grâce à un généreux financement de la Fondation Caisses d'Epargne à l'adaptation et à l'amélioration de l'outil, ceci dans la perspective d'une diffusion nationale à tout type de structure d'insertion, en particulier les entreprises d'insertion.

V) Conclusion

Le présent rapport témoigne assez bien du caractère très sensible de l'exercice 2007.

Nous avons eu à assumer des défis particulièrement difficiles et surtout très nouveaux pour nos équipes, dans la mesure où sur bien des projets mis en œuvre, nous avons à appréhender certaines réalités pour la première fois.

Fort heureusement, l'expérience cumulée au cours de ces douze années d'activités, combinée à un réseau de généreux partenaires, une large équipe de bénévoles engagés et volontaires, des salariés disponibles et compétents, ont constitué les précieux ingrédients qui ont rendu possible cette formidable alchimie.

En effet, qu'il s'agisse du premier salon national des Solidarités, des programmes nationaux et européens, du développement de notre chantier d'insertion, tout à Humanis a pris une nouvelle dimension au cours du dernier exercice.

Ces réussites constituent au-delà de leur caractère grisant pour nous tous, une base solide qui nous permet d'appréhender l'avenir avec encore plus de maîtrise et de sérénité.

Merci à tous ceux qui cette année encore, ont permis que nos valeurs et nos aspirations continuent à se matérialiser en cette passionnante aventure humaine qu'est le projet HUMANIS.